



HAL
open science

Renamo: de la défaite à la survie?

Michel Cahen

► **To cite this version:**

Michel Cahen. Renamo: de la défaite à la survie?. *Africana studia*, 2021, pp.165 - 188. 10.21747/0874-2375/afr36a10 . halshs-04156207

HAL Id: halshs-04156207

<https://shs.hal.science/halshs-04156207>

Submitted on 7 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.


Renamo: de la défaite à la survie?¹

Michel Cahen*

pp. 165-188

Le 15 octobre 2019, le Mozambique a connu ses sixièmes élections générales (présidentielle, législative et provinciales) depuis les premières, consécutives aux Accords de Rome (4 octobre 1992) ayant mis fin à la guerre civile (1976-1992). Pour la sixième fois, la Résistance nationale du Mozambique (Renamo), l'ancienne rébellion, y a été battue, et n'a pas reconnu les résultats (imitée en cela par les autres partis d'opposition), alléguant de fraudes massives, systématiques et décentralisées. Le Front de libération du Mozambique (Frelimo), qui mena la guerre anticoloniale (1964-1974), imposa ensuite un régime de parti unique (1975-1990) puis resta hégémonique avec une fusion complète du parti et de l'État, a remporté ce scrutin avec un 73% auquel personne ne croit ni dans le pays, ni dans la communauté internationale – dont les chefs d'États ont cependant, les uns après les autres, félicité le vainqueur, Felipe Jacinto Nyusi. La puissance de ce parti-État est évidemment un élément explicatif central, mais il ne saurait être unique. La énième défaite de la Renamo (selon les résultats officiels) questionne aussi la nature et la culture de ce parti. C'est à cette question que, au travers de conjonctures politiques récentes, cet article cherchera à répondre.

Non comparable aux guérillas latino-américaines et même à celles d'Afrique nées politico-militaires ou politiques (FLN algérien, UPC camerounaise, fronts de libération dans les colonies portugaises, SWAPO namibienne, etc.), la Renamo a connu une trajectoire allant du militaire au politique. Issue d'un simple groupe guerrier soutenu par la Rhodésie puis l'Afrique du Sud de l'apartheid, elle avait ensuite réussi un enracinement progressif dans la société mozambicaine en profitant du mécontentement provoqué par la politique de modernisation autoritaire du Frelimo dit «marxiste-léniniste». Désormais dotée d'une vraie base sociale, elle avait procédé avec succès à sa transformation en un parti politique principalement civil à partir d'octobre 1992². Mais dans la littérature, le débat sur la nature de la Renamo a fait rage à partir de 1988 pendant des années et n'est pas encore vraiment terminé. *Grosso modo* se sont affrontées la thèse «externiste» (la Renamo création extérieure de l'apartheid et sans représentativité aucune dans le pays, tare originelle qui lui resterait consubstantielle) et la thèse «interniste» (la Renamo création extérieure mais n'ayant acquis sa longévité que par sa capacité à exprimer, d'une certaine manière, la crise de la société mozambicaine et à acquérir une base sociale). Je me situe résolument dans la seconde tendance³.

 <https://doi.org/10.21747/0874-2375/afr36a10>

* Université de Bordeaux, CNRS/Sciences Po Bordeaux, *Les Afriques dans le monde (LAM)* / Casa de Velázquez, Madrid.

¹ Une version fortement raccourcie de cette étude a été publiée dans la revue *Politique Africaine* sous un titre légèrement différent (Cahen, 2020). Je remercie cette revue de l'autorisation de publier cette version élargie dans *Africana Studia*.

² Même en tant que groupe militaire, la Renamo a, très tôt, exprimé des valeurs politiques, en «un mélange d'anticommunisme et d'économie politique catholique», comme l'a souligné André Thomashausen (corresp. particulière, 20 août 2020), organisant des sessions avec la population, avec discours, slogans et chants politiques (*Resistência Nacional Moçambicana*, 1981); voir les articles anciens de André Thomashausen (1983; 1987) et mon ouvrage récent portant sur le début des années 1980 (Cahen, 2019b).

³ De très nombreuses références pourraient ici être citées, j'en inclue seulement trois, celles de mon débat avec Alice Dinerman (Cahen, 2008; Dinerman, 2009) à propos de son ouvrage (2009).

Les années qui suivirent ont vu la confirmation d'un fantastique retournement politique: le Frelimo, «marxiste-léniniste», «parti de l'alliance ouvriers-paysans» est devenu le parti des secteurs les plus modernes de l'élite mozambicaine rentière et du lien stabilisé avec le système-monde capitaliste; la Renamo «anti-communiste» et «pro-capitaliste» est devenu un parti dont la base sociale est constituée essentiellement par les secteurs marginalisés et délaissés de la population mozambicaine⁴. La découverte de gigantesques richesses minérales dans le pays au tournant des années 2010 n'a pas modifié cette «inversion» et au contraire a attisé les attentes de la population. Cela a accru le mécontentement face à l'enrichissement de l'élite et à sa corruption, même si la pauvreté n'a pas augmenté *absolument* – sauf dans des zones victimes d'expulsions en raison des grands projets ou victimes des cyclones liés au changement climatique.

Que révèle alors la dernière défaite du principal parti d'opposition sur l'étape actuelle de sa trajectoire⁵?

Un parti politique politiquement faible

Le fait de dire que la Renamo est devenu un vrai parti politique – c'est-à-dire un groupe institutionnalisé portant (du moins officiellement) les aspirations d'une base sociale vers le pouvoir, pour éventuellement prendre ce pouvoir – ne signifie pas que ce soit *un parti politique politiquement fort*. Le processus de civilisation, au sens littéral («civil-isation»: devenir civil) a été rapide et réel après 1992, mais les militaires ont gardé dans les directions un poids considérable. En outre, la mentalité au sein du parti est restée militariste: on y obéit et, encore moins qu'au Frelimo, on n'y prend la moindre initiative⁶. Le précédent président, Afonso Dhlakama, mort le 3 mai 2018 d'une crise de diabète dans son refuge montagneux de Gorongosa, était le véritable maître du parti (*o dono do partido*): cela était accepté car il avait été le commandant-en-chef de l'époque militaire, depuis 1979. C'est aussi lui qui avait, alors, l'accès aux financements et centralisait les liens avec les rares soutiens extérieurs hors Afrique du Sud. Depuis 1992, il pouvait défaire des décisions prises par exemple par une direction provinciale du parti sans que personne ne se révolte. Il y avait eu, certes, des exceptions: quand il voulut empêcher Daviz Simango, élu en 2003, de se représenter aux élections municipales à Beira (seconde ville du pays) en 2008, cela se solda par une scission et la naissance, en 2009, du *Movimento Democrático de Moçambique*; quand il avait demandé aux députés élus en faible nombre aux élections d'octobre 2009 de ne pas accepter leurs investitures en janvier 2010 en protestation contre les fraudes et donc de perdre leurs postes (et leurs salaires), seize d'entre eux, dont l'actuel président de la Renamo, Ossufo Momade, avaient refusé et il n'avait pu les exclure. Mais globalement, il était le *dono* du parti et n'avait jamais accepté durablement l'existence d'un n.º 2 ou 3 ou 4 du parti: il n'avait pas préparé sa succession⁷.

Par ailleurs, le fait que la Renamo représente une base sociale faite des segments marginalisés de la population ne l'a pas, jusqu'à présent, poussé à concevoir une vraie politique alternative, une autre idée de la nation à construire. Il n'y a pas de différences programmatiques tangibles

⁴ Cahen (1997). Voir aussi, dans mon ouvrage *Les Bandits...* (2002, éd. port. 2003), l'introduction «Le chercheur et les bandits», pp. 1-20; ainsi que Cahen (2009).

⁵ Cet article est principalement le fruit d'une mission de terrain, au sein de la Renamo, effectuée en septembre et octobre 2019. Il a été écrit à la fin janvier 2020 comme un article de conjoncture et a été actualisé jusqu'au début mars 2021. Je remercie les financements obtenus auprès de l'Institut français d'Afrique du Sud, de l'Ambassade de France au Mozambique et de mon laboratoire «Les Afriques dans le monde» (UMR n.º 5115 CNRS-Sciences Po Bordeaux).

⁶ J'avais évoqué cet aspect dès l'ouvrage issu de mon observation de la Renamo en 1994 (Cahen, 2002 et 2003). Sur ce plan, la situation n'a jamais vraiment changé.

⁷ Sur les conséquences de la mort d'Afonso Dhlakama, voir ces deux notes d'analyse assez discordantes: assez optimiste, celle d'Alex Vines (2018) et bien plus réservée, celle d'Éric Morier-Genoud, 2018.

entre les divers partis politiques existants au Mozambique, même si ceux de l'opposition veulent «gouverner mieux» et «en finir avec la corruption»⁸. Le Frelimo a donc gardé l'hégémonie sur l'imaginaire national⁹.

Une crise de succession latente

De ce fait, la mort d'Afonso Dhlakama en mai 2018 aurait pu ouvrir immédiatement une crise grave au sein du parti. Elle ne s'est pas produite à court terme. Elle en avait cependant déjà des prémisses. Après 2007, lorsque la création de l'«Association des Anciens Combattants de la Guerre pour la Démocratie» avait, de fait, été torpillée par Dhlakama (craignant sans doute l'émergence d'un groupe de pression important au sein du parti), le pouvoir de celui-ci avait été fortement contesté. À la suite de la perte dramatique des élections de 2009, il avait dû rapidement changer d'orientation (Morier-Genoud, 2017; Cahen, 2010b), quittant Maputo pour Quelimane, puis Nampula et enfin pour la brousse du massif montagneux de Gorongosa. Il avait ordonné à ses cadres les plus fiables d'y reprendre du service à partir de 2010 et surtout 2012. Il avait fait la promesse d'obtenir des pensions pour tous ceux qui n'avaient pas été inclus dans les subsides de DDR (désarmement, démobilisation, réinsertion) des Nations Unies en 1992-94¹⁰. Ainsi y avait-il eu rapidement un rassemblement d'environ 3000 anciens combattants dans la zone, déçus des promesses vides d'intégration, et révoltés par la fraude de 2009 et l'humiliation personnelle de leur Chef.

Il avait dès lors adopté une orientation plus radicale de «propagande armée». En effet, le simple fait d'avoir concentré des anciens combattants était inadmissible pour le pouvoir. De graves incidents militaires reprirent entre la Renamo et les forces gouvernementales à partir de la fin 2012 et jusqu'en août 2014, dans le centre du pays et en Zambézie. La capacité de résistance de la Renamo élargit grandement l'espace politique de son dirigeant Afonso Dhlakama, comme il a déjà été évoqué. Ce tournant radical devait permettre à la Renamo de doubler son score en 2014 (Morier-Genoud, 2017). Les incidents devaient reprendre au début 2015, jusqu'en 2016, la Renamo restant cependant un parti légal, mais victime d'assassinats ciblés de la part des «escadrons de la mort» du régime.

En effet, dans un contexte où jamais le pays n'a connu un pluralisme enraciné et où la culture démocratique est faible, l'aspiration massive des gens n'est pas tant à «plus de démocratie» ou à «plus de droits dans la République», qu'au choix d'un bon Chef¹¹. Or Dhlakama, vaincu militairement lors des reprises du conflit (2012-2014 et 2015-2016) et échappant à toutes les tentatives des escadrons de la mort du pouvoir pour l'assassiner¹², avait acquis auprès de larges secteurs de la population l'aura d'un Chef. On le disait même avoir des pouvoirs magiques: n'avait-il pas échappé miraculeusement à deux graves embuscades les 12 et 25 septembre 2015 sur les routes de la province de Manica (toutefois au prix de la mort de plusieurs de ses gardes du corps)? Puis, totalement encerclé par les forces d'intervention

⁸ Pour une analyse comparée des programmes électoraux des partis mozambicains en octobre 2019, voir Michel Cahen (2019a).

⁹ On peut se reporter à certains de mes travaux sur la question de l'hégémonie du Frelimo sur l'imaginaire national au Mozambique (Cahen, 1997; 2010a et 2011a).

¹⁰ André Thomashausen, corr. particulière, 20 août 2020.

¹¹ J'avais remarqué cela notamment lors des émeutes de la faim de 2008 et 2010 à Maputo contre l'augmentation du prix des produits de première nécessité (pain, riz, transport, etc.) (Brito, 2017). Violentes, ces émeutes ne s'opposaient pourtant pas au Frelimo, mais imploraient le «père» (le Président) d'accorder un regard empathique aux pauvres gens. Elles étaient restées des *mouvements sociaux de sujets* (demandant des faveurs au maître) plus que de citoyens (exigeant des droits dans la République). Cela n'avait rien de «culturel» et était éminemment contextuel, les mêmes personnes pouvant passer de l'état de sujet à celui de citoyen selon des circonstances cependant historiquement informées (Cahen, 2011a).

¹² Qu'ils fussent directement commandités par le président de la République (chef des forces de défense et sécurité) ou qu'ils dévoilassent que ce dernier ne contrôlait pas son appareil armé, ces escadrons ont fait des dizaines de morts et blessés (y compris parmi des dirigeants nationaux) dans la Renamo entre 2012 et 2016 et aucune enquête n'a jamais été ouverte à leur sujet.

rapide dans sa maison de Beira (9 octobre de la même année), ne s'en était-il pas échappé dès le lendemain en se transformant en perdrix¹³? S'il réussissait à résister au Chef officiel (le président de la république d'alors, Armando Guebuza, connu pour sa poigne), c'est qu'il était lui-même aussi Chef et donc possiblement un Chef bon (Pearce, 2020).

La Renamo gardait une force militaire, qualifiée de «forces résiduelles» dans le vocabulaire officiel des négociations avec le pouvoir, forces qui avaient de bons rapports avec les populations environnantes. L'histoire de cette force armée, discrète pendant vingt ans (1992-2012) reste à faire. On peut estimer que la Renamo n'avait volontairement pas démobilisé environ 1 500 hommes, comparés aux 21 979 qui se présentèrent en 1992-93 aux centres de cantonnement de l'Organisation des Nations Unies au Mozambique (Onumoz)¹⁴. Mais ces «forces résiduelles» de guérilleros vieillissants posait aussi un problème considérable, celui de leur démobilisation et réinsertion dans la vie civile, même s'ils n'étaient pas abandonnés par leur parti¹⁵. Après les affrontements de 2012-2014¹⁶, les accords du 5 septembre 2014 permettant à la Renamo de participer à la campagne électorale pour le scrutin du 15 octobre suivant n'avaient nullement réglé le problème de la démobilisation. Après les affrontements de 2015-2016 (Cahen, 2016), les nouveaux accords, dits de «Paix définitive» du 6 août 2019 entre le gouvernement et la Renamo ne le réglèrent pas non plus¹⁷. Le fait que le texte de cet accord ait d'abord été maintenu secret, et qu'il ne contienne aucune mesure pour une vraie réintégration sociale des anciens combattants montre qu'il s'agissait principalement, comme en 2014, de permettre à la Renamo de participer aux élections. L'absence de vision à plus long terme a immédiatement été durement critiquée par des observateurs¹⁸. En effet, la question n'était pas seulement de démilitariser et de démobiliser, mais de véritablement réintégrer dans la vie sociale des hommes restés (ou revenus, *cf. infra*) vingt-sept ans dans des bases de la Renamo après les accords de paix de 1992. Les détails techniques furent négociés ensuite, mais alors le rapport de force devint bien plus défavorable pour la Renamo.

La Renamo ne donna que tardivement la liste nominale de ses guérilleros, voulant auparavant recevoir des garanties formelles de leur réinsertion dans la police et l'armée, ou l'octroi de pensions de retraite à ses anciens combattants (comme en reçoivent les anciens combattants du Frelimo). Le Frelimo exigea toujours cette liste avant d'avancer... Or, surprise, cette liste compta 5 221 noms¹⁹, dont on peut questionner l'origine. Elle est probablement composite: d'une part on peut supposer que des enfants-soldats non reconnus comme démobilisés en

¹³ La perdrix est le symbole de la Renamo. Un membre des escadrons de la mort interrogé quelques mois après, raconta l'une de ces attaques et reconnut: «*Aquele Velho não morre*» («Cet Ancien ne meurt pas») (*A Verdade*, 2016). En réalité, Dhlakama s'est échappé par la mer, *cf. infra*.

¹⁴ Cette valeur de 1500 soldats non démobilisés est non confirmée mais elle est cependant fort plausible. Entretien de l'auteur avec divers responsables de la Renamo. Dans la période de transition 1992-1993, la Renamo envoya aux centres de démobilisation de l'Onumoz (Opération des Nations Unies au Mozambique) 21 979 soldats (dont 5 885 de moins de seize ans, soit 27,78 % d'enfants-soldats); le gouvernement y envoya 70 902 soldats (dont 5 631 de moins de seize ans, soit 7,94 %). Calculs personnels selon Ton Pardoel (1994), cité par Jeremy M. Weinstein (2007: 114-115).

¹⁵ Selon Manuel de Araujo, maire de Quelimane (Renamo), les soldats des deux bases de la Renamo en Zambézie touchaient mensuellement, de la part de leur parti, un salaire équivalent à celui d'un policier de base (entretien, septembre 2019). La gestion du lien avec les militaires était totalement séparée de la «Renamo civile». Il ne savait pas si ce salaire avait été régulier au cours des dernières années. Et on ne sait pas s'il peut durer aujourd'hui, dans la mesure où les revenus de la Renamo ont chuté avec le faible nombre de députés élus. Sur les anciens combattants de la Renamo, voir les nombreux travaux de Nikkie Wiegink et notamment son très récent ouvrage (Wiegink, 2020).

¹⁶ Sur l'histoire de ces incidents, voir Morier-Genoud (2017), mes articles de conjoncture (2015a, 2015b) et Justin Pearce (2020).

¹⁷ La presse mozambicaine a abondamment suivi la signature secrète suivie d'une cérémonie publique le 6 août. Par exemple: *CanalMoz* (2019a, 2019b); *MediaFax* (2019); Hanlon (2019); Thomashausen (2019a, 2019b). Pour une étude des accords: Vines (2019a, 2019b) et Weimer (2020).

¹⁸ Notamment André Thomashausen (2019c).

¹⁹ Ce nombre a d'abord circulé dans les ONG engagées dans le processus de DDR, avant de devenir public. Pour ma part, sur la base de conversations avec des dirigeants de la Renamo, je l'avais estimé à environ 5 000, ce qui avait déjà été une grande surprise pour moi (j'en étais resté à l'idée de 1500 personnes). La Renamo a déclaré seize bases militaires dans le pays, dont la première fut «désactivée» le 13 juin 2020 (*MediaFax*, 2020b: 6).

1992-93 car sans doute vraiment trop jeunes pour être présentables, entre temps devenus adultes, y ont été inclus. D'autre part, la médiane d'âge de ces 5 221 anciens combattants étant de 53 ans en 2019²⁰, leur âge médian était donc de 26 ans en 1992. Cela veut probablement dire que la majeure partie de ces «néo-anciens combattants» sont issus de guérilleros bel et bien démobilisés en 1992-93, mais qui n'ont ensuite pas réussi à se réinsérer dans la vie de leurs villages d'origine. En général, les familles et lignages avaient bien accueilli leurs retours malgré les conditions parfois atroces de leur recrutement²¹: les cérémonies religieuses nécessaires pour apaiser la colère des esprits vengeurs des personnes tuées par ces guérilleros et restées sans sépulture avaient été faites avec succès en 1992-93²². Cependant, par la suite, la reprise en main de tout le pays par le Frelimo et sa police secrète, ainsi que le néopatrimonialisme rendant la vie plus facile à ceux qui avaient la carte du bon parti et très difficile celle des personnes connues comme membres de la Renamo (Cahen, 2011a), ont poussé d'anciens guérilleros à retourner, avec les familles qu'ils avaient fondées, dans leurs anciennes bases, devenues villages d'anciens combattants, y (re)devenant des paysans armés mais obéissant fidèlement à leur ancien commandant en chef²³. Enfin, les dénégations d'Afonso Dhlakama selon lesquelles, pendant les affrontements de 2012-2016, il n'aurait eu recours qu'aux anciens soldats sans recruter de jeunes – qui, nombreux, voulaient «repartir en guerre» – ne sont sans doute pas avérées. À supposer que le nombre de 1500 soldats non démobilisés en 1992-93 soit confirmé, cela ne signifie nullement que ces 1500 anciens combattants étaient encore capables de combattre vingt à vingt-cinq ans après, ou que leurs armes étaient encore en bon état. Certaines des contre-attaques de la Renamo en 2013-2016 ont du reste été motivées par la possibilité de capturer des armes auprès des forces gouvernementales. Il me semble probable que des jeunes ont alors rejoint les bases/villages d'anciens combattants. Mais il est vrai que la Renamo ne les a jamais mis sur le devant de la scène.

Donc, quand meurt Dhlakama, la composante militaire de la Renamo est encore une forte réalité, avec son État-Major général dirigé par le général Timoss Maquinze et avec d'autres généraux comme Mariano Nhongo (ou Nyongo) ou Josefa Isaias de Sousa (dont on reparlera par la suite). Nhongo était le bras droit de Dhlakama dans son refuge de Gorongosa. C'est lui qui avait organisé la remise des armes aux autorités quand Dhlakama fut assiégé dans sa résidence de Beira le 9 octobre 2015, après avoir été victime de deux tentatives d'assassinat par les forces gouvernementales les 12 et 25 septembre. C'est lui aussi qui organisa la fuite, par la mer, du président de la Renamo le 12 octobre, à la barbe des militaires qui encerclaient la résidence²⁴. On l'a dit, il y avait sans doute autour de 1500 guérilleros répartis entre les seize bases de Gorongosa, Tete, Zambézia et, plus tard, Inhambane (avec le brigadier Machava) et le reste des 5 221 dans de simples villages d'anciens combattants.

Mais cette réalité militaire n'avait aucune existence «légale» dans les statuts du parti, totalement civils, qui ne prévoient pas vraiment la procédure pour la succession du *líder* en

²⁰ Donnée transmise par Nikkie Wiegink (voir note antérieure).

²¹ La Renamo a bénéficié de recrutements volontaires et parfois enthousiastes (Geffray, 1990; Cahen, 2019b). Mais elle a aussi opéré des recrutements contraints, parfois de manière abominable (par exemple en forçant un enfant à tuer ses parents devant la communauté villageoise assemblée: cet enfant n'allait plus jamais fuir des rangs de la guérilla).

²² Dans les régions Sud et Centre du Mozambique, l'esprit d'une personne décédée restée sans sépulture ne peut rejoindre le monde normal de l'au-delà et être indéfiniment, cherchant alors à se venger des vivants (Honwana, 2003, 2007; Jacobs, 2020; Igreja & Skaar, 2013).

²³ L'existence dans tout le pays de nombreux villages d'anciens combattants, la plupart du Frelimo mais aussi de la Renamo, attend toujours son étude. Voir cependant, côté Frelimo, la thèse en cours à l'Instituto de Ciências Sociais de Lisbonne, de Rodrigo Domenech sur le village d'anciens combattants de Chinjinguire (province d'Inhambane).

²⁴ Dhlakama, bon motard, quitta sa maison totalement encerclée... en moto (une moto-taxi était arrivée pleine de ravitaillements, mais c'est Dhlakama qui, avec les mêmes vêtements de motard, en repartit). Il se dirigea à la plage (Praia Nova) où l'attendait une embarcation qui le mena jusqu'à Wiriquize, district de Muanza (au nord-est de Beira). Ce district est mitoyen de la Serra de Gorongosa que Dhlakama aurait ensuite mis deux mois à atteindre. Je remercie Fernando Gil pour la communication de cet article (Towo, 2020), dont le récit demanderait cependant à être confirmé par d'autres sources.

dehors d'un Congrès. Officiellement, l'organe supérieur du parti est un Conseil national de cent membres élus en congrès. Mais il ne se réunit pas souvent (selon les statuts deux fois par an, mais ce fut loin d'être respecté). La Commission politique nationale (CPN), formée du Président et de dix membres élus par le Conseil (en pratique, sur proposition du Président), se réunit tous les mois et chaque fois que nécessaire.

Un militaire, mais quel militaire?

Très vite, il apparut qu'il était encore trop tôt pour nommer un civil et il y eut sans doute (presque) consensus sur ce point. Cette nécessité est venue de plusieurs facteurs liés entre eux. D'une part, il faut tenir compte du poids psychologique maintenu de la «guerre pour la démocratie» dans la Renamo (mais de moins en moins dans la population largement renouvelée depuis 1992), puisque la légitimité de l'ancienne guérilla est d'avoir obligé, par la guerre, le Frelimo à accepter le pluralisme partisan – dans un mouvement né avec l'aide de la Rhodésie, ensuite appuyé par l'Afrique du Sud de l'apartheid, la question de la légitimité a toujours été centrale (Cahen, 2019b et 2019c). D'autre part, comme on l'a vu, la mentalité dans le parti était restée très «militariste», avec une organisation interne plus tournée vers l'obéissance que vers l'initiative (Cahen, 2010b). Enfin, la Renamo n'avait jamais eu que deux chefs suprêmes, deux militaires (André Matsangaissa de 1997 à 1979, et Afonso Dhlakama depuis cette année). Passer d'une présidence militaire si longue à une présidence civile, alors que la mort soudaine du *líder* était facteur de crise, parut inopportun. Comme le dit sur facebook l'un des dirigeants: «*Vamos confiar num nosso general*» («Nous allons accorder notre confiance à un de nos généraux»). Dhlakama mort, la CPN se réunit trois jours après, officiellement pour organiser les funérailles. Mais dès le début de la réunion, la députée Gania Aly Abdula Mussagy, grande amie d'Ossufo Momade, proposa qu'un «coordinateur intérimaire» – fonction non prévue dans les statuts – fût nommé et que ce fût Ossufo Momade²⁵. Pourquoi si vite? Pourquoi lui?

À la première question, on peut répondre par la peur de la division et du désordre et la méfiance envers une direction provisoire collective dans un parti qui avait toujours obéi à un seul homme.

La réponse à la seconde question est plus complexe. Dans les rangs de la Renamo depuis décembre 1978, Ossufo Momade avait été un grand général dans le Nord du pays pendant la guerre civile. Il fut ensuite responsable des relations avec les notables musulmans – il est originaire de Ilha de Moçambique, lui-même musulman et macua, du grand groupe ethnique du nord du pays –; il fut aussi secrétaire général de la Renamo (2007-2013) mais ceci ne signifia nullement qu'il était n.º 2 du parti, cette fonction étant totalement soumise au Président. Il était député depuis quatre mandatures mais sans activité notable au parlement. Il semble d'ailleurs que Dhlakama ne l'appréciait plus particulièrement les dernières années²⁶ et qu'il s'était fait mal voir des militaires dans la base de Gorongosa car ses séjours y étaient toujours très brefs (quelques jours, selon lui pour raisons de santé), alors que d'autres dirigeants civils mettaient un point d'honneur à y rester des semaines. Néanmoins, justement parce que la CPN était largement une instance «poudre aux yeux» du temps de Dhlakama, et donc civile, il se trouve qu'Ossufo Momade y était le seul militaire. Je pense que ce fut l'argument décisif.

Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il était représentatif de l'État-major général et des autres militaires. Il n'y avait pas de faction(s) militaire(s) dans la Renamo, mais

²⁵ Entretien téléphonique avec un dirigeant de la Renamo qui a requis l'anonymat, Maputo, 9 septembre 2019.

²⁶ Conversation téléphonique avec un ancien dirigeant de la Renamo, Johannesburg, 20 octobre 2019.

certainement une différenciation devenue sociale et culturelle entre les hauts-gradés qui avaient été démobilisés en 1992-93, parfois intégrés dans l'armée nationale²⁷, jouissant des avantages de la ville et de bonnes retraites, et ceux toujours restés en brousse²⁸. L'autorité de Dhlakama ne fut jamais contestée ouvertement par les militaires, sauf peut-être lors de l'affaire de l'association des anciens combattants déjà évoquée. Ce qui est certain est que les militaires non démobilisés, toujours restés en brousse et jamais venus en ville, ne furent pas contents du tout de cette nomination rapide d'Ossufo Momade, exemple typique d'un «militaire de la ville». Du reste, selon André Thomashausen, au moment où la CPN de la Renamo «civile» était réunie et nommait Ossufo Momade (3 mai 2018), étaient en cours des cérémonies traditionnelles dans une forêt de fort symbole spirituel en un lieu appelé Machikwiro, près de Manica et de la frontière avec le Zimbabwe. Les cérémonies conduites par un Ancien en présence de compagnons et commandants de la première heure, auraient indiqué le frère d'Afonso, Elias Dhlakama. Face à l'évidence que ce dernier, général de l'armée mozambicaine préférait rester en ville (et, peut-on supposer, n'était pas très à l'aise avec ce type de nomination et préférait passer par les procédures «légales»), le même Ancien, au même lieu aurait à nouveau invoqué les esprits guerriers (gambas) qui auraient indiqué le général Mariano Nhongo comme héritier légitime (Thomashausen, 2020b: 228-229). La composante magique dans la vie de la guérilla puis de la Renamo légalisée est rarement mentionnée, mais il faut dire qu'elle manque presque toujours, par définition, de sources confirmées – les témoins demandant l'anonymat. Alex Vines l'avait évoquée dans l'une de ses premières publications (Vines, 1991).

Les militaires convoquèrent alors une autre réunion qui eut lieu à Gorongosa le 3 juin 2018, un mois après la mort de Dhlakama, demandant aux membres présents pourquoi ils avaient choisi si vite et sans les consulter. Ils annoncèrent qu'ils veilleraient à ce que les procédures de DDR encore en négociation mais dont le principe avait été accepté par Dhlakama en préparation de l'accord de «paix définitive» (qui fut signé après sa mort), fussent exactement respectées et qu'ils tueraient quiconque s'en écarterait. Après la réunion, ils laissèrent partir tous les membres... sauf Ossufo Momade. Cela fut maquillé en décision de la CPN, annoncée par le porte-parole Alfredo Magumisse et non par l'intéressé lui-même. Ce dernier resta dès lors en brousse²⁹.

Néanmoins, même à Gorongosa, Ossufo Momade réussit à agir, en particulier pour la préparation du VI^e congrès – ce qui montre que la majorité des militaires lui restèrent fidèles. Lors d'une réunion du Conseil National le 29 novembre 2018, il fut décidé que le nouveau leader du parti devrait avoir occupé les fonctions de secrétaire-général, avoir au moins quinze années de militantisme et avoir combattu pendant la guerre civile (DW, 2018). Cela correspondait exactement au profil d'Ossufo Momade et écartait de possibles candidatures civiles, mais surtout celle d'Elias Dhlakama, le frère d'Afonso Dhlakama qui n'avait jamais eu de responsabilité dans le parti. Néanmoins, la pression de nombreux cadres – y compris de ceux qui finalement votèrent pour Ossufo Momade –, obtint le retrait de ces conditions.

La dissidence de la *Junta Militar*

Après une «campagne électorale» interne assez tendue, Ossufo Momade fut légitimé par le VI^e congrès de la Renamo réuni dans les montagnes de Gorongosa les 15-17 janvier 2019

²⁷ Deux exemples importants: Mateus Ngonhamo, ancien chef de la Sécurité, Hermínio Morais, ancien chef saboteur, etc. Le premier a complètement rompu les liens avec la Renamo, le second lui est resté fidèle.

²⁸ Par ailleurs, une bonne partie des militaires du rang intégrés dans l'armée nationale avaient rapidement été ostracisés, mis à la retraite d'office, etc. Cette question de la «re-réintégration» de ces soldats fut et reste une des questions les plus épineuses du processus de DDR.

²⁹ Voir note 14.

(Savana, 2019), mais dans des conditions qui ne furent pas très claires. O. Momade n'était pas du tout à la tête d'une faction, civile ou militaire, dans la Renamo avant sa nomination comme coordinateur provisoire. Mais son ascension rapide après la mort de Dhlakama a certainement exprimé la réalité civile de la Renamo, un mouvement militaire certes né au centre-sud du pays (provinces de Manica et Sofala) mais dont les bastions étaient maintenant, au moins sur le plan démographique, dans les provinces du centre-nord (Tete, Zambézia) et du Nord (Nampula, zone côtière du Cabo Delgado).

Une pratique antérieure avait été que toutes les provinces étaient représentées par le même nombre de délégués, sans doute afin d'éviter des «pesanteurs» ethniques qui aurait pu déstabiliser Afonso Dhlakama dont la province (Sofala) n'est pas la plus importante. Au congrès de janvier 2019, cette pratique ne fut pas appliquée. Les principales délégations furent donc celles de la Zambézie et de Nampula, majoritairement d'ethnicité macua et favorables à O. Momade, évitant ainsi le maintien d'un président ndau³⁰, frère de l'ancien. Cela indique une non négligeable capacité de contrôle de Momade avant même le congrès. Il fut élu à mains levées par 410 mandats contre 238 à son principal rival Elias Dhlakama, militaire réintégré dans les forces armées mozambicaines³¹. Les candidats élu et battus se donnèrent l'accolade à la tribune du congrès, dans l'optique d'une collaboration, mais on ne peut pas dire qu'il en fut ainsi. Certains s'attendaient notamment à ce que E. Dhlakama fût nommé secrétaire-général, ce qui ne se produisit pas. Dans les semaines qui suivirent, une bonne partie des «dhlakamistes» furent écartés dans les provinces. Cela ne doit pas forcément être compris en termes de faction politique, mais en raison du verticalisme traditionnel dans la Renamo: le Chef veut des collaborateurs qu'il peut contrôler. Mais cela peut *produire* des factions.

Même élu en congrès, Ossufo Momade resta plusieurs mois encore dans la Serra de Gorongosa, peut-être maintenant volontairement ou pour régler quelques comptes avec une partie des militaires – le bruit courut cependant qu'il était en fait l'otage des militaires mécontents (Catueira, 2019) –, et dans l'attente de la signature de l'accord de «Paix définitive» avec le gouvernement. En effet, légitimé par le congrès, il avait maintenant le pouvoir de remanier les hiérarchies civiles et militaires du parti. Sous l'argument de l'urgence de l'approche des élections, il nomma partout des *Delegados* provinciaux (qui étaient normalement élus), ce qui, au moins dans la province de Sofala, provoqua une vraie crise car le Délégué élu (Sandura Ambrósio) fut ainsi déposé et ne l'accepta pas³². Sur le plan militaire, Momade maintint le général Timoss Maquinze à la tête de l'État-Major général, mais changea de nombreux autres généraux, marginalisant des fidèles de Dhlakama et, dit-on, en faisant arrêter certains – la *Junta Militar* dénonça qu'ils avaient été exécutés, notamment le colonel Josefa Isaias de Sousa, commandant de la Contre-Intelligence militaire, le 3 juin 2019³³. Mais celui-ci réapparut de manière contrôlée le 20 juin suivant pour parler aux journalistes (depuis, cependant, il n'apparut plus). En même temps se déroulaient des négociations pour le processus de DDR, auquel il n'associa nullement les «militaires de la brousse». Il proposa une première liste de militaires haut-gradés à démobiliser, qui étonna jusqu'au président de la République

³⁰ Les VaNdau sont un groupe ethnique de la grande famille chona (shona) dans le centre du pays (entre les rios Save et Pungué). Ils sont célèbres notamment sur le plan religieux, leurs esprits étant réputés puissants et guerriers. Dhlakama étant ndau, une partie des dirigeants militaires furent, plus que proportionnellement à la faible importance démographique de ce groupe, de même ethnicité. On ne saurait en conclure que la Renamo fut une guérilla ethnique ndau (pas plus que le Frelimo ne fut un mouvement de libération maconde).

³¹ ... et promu par le président Nyusi encore du vivant d'Afonso Dhlakama, comme petite manœuvre pour prouver que les militaires de la Renamo réintégré n'étaient pas ostracisés.

³² Il passa au *Movimento Democrático de Moçambique*, l'autre parti d'opposition issue d'une scission de la Renamo en 2009 et fut ensuite accusé de soutenir la *Junta Militar* (cf. *infra*).

³³ L'exemplaire du document auquel j'ai eu accès, daté du 8 juin 2019 ([Junta Militar da Renamo], 2019a), ne porte aucune signature, mais il ne fait pas de doute qu'il fut écrit par ceux qui, quelques temps plus tard, entrèrent ouvertement en dissidence (cf. *infra*).

puisqu'elle incluait des officiers déjà intégrés dans l'armée nationale ou à la retraite, et vivant déjà en ville³⁴. Cela fut ressenti comme une agression par une partie des militaires de la brousse et cristallisa l'apparition de leur dissidence.

Les accords de «Paix définitive» du 6 août 2019 ne réglèrent donc nullement la question de la DDR et tout sembla prêt pour reproduire la situation de 2014: permettre simplement à la Renamo de participer à la campagne électorale, sans perdre la face. La Renamo était prête à signer ces accords militaires, de même que les accords de ce que l'on peut appeler la «décentralisation centralisatrice»³⁵, car elle était persuadée qu'elle allait gagner les élections au moins dans une partie des provinces, tant le discrédit du Frelimo et du président Nyusi était évident dans la population.

Mais Ossufo Momade n'ayant pas associé les militaires d'active (et moins encore les militaires proches d'A. Dhlakama) à la rédaction concrète de l'accord de DDR, la teneur de cet accord ne fut connue que lorsqu'il devint projet de loi. Les députés de la Renamo eux-mêmes ne le découvrirent qu'à ce moment – et votèrent en sa faveur, certains en rechignant mais appliquant la discipline du parti. La dissidence militaire, commencée dès après le congrès et surtout à partir de juin 2019, fut consommée le 17 août 2019 avec l'officialisation d'une *Junta militar da Renamo* et sa proclamation de la destitution d'Ossufo Momade de la présidence de la Renamo, de la nullité de toutes ses décisions et de la nécessité d'un nouvel accord de DDR avec le gouvernement. Cette Junte élut le général Mariano Nhongo comme président, le brigadier João Machava³⁶ comme porte-parole et inclut en son sein également André Matsangaisa Jr, neveu du premier commandant-en chef de la Renamo (1977-1979)³⁷.

Ce qui est certain, c'est que la démobilisation qui aurait dû être achevée le 20 août 2019 par le cantonnement des soldats de la Renamo n'avait, à cette date, pas commencé et n'avança pas pendant toute la période électorale. J'y reviens *infra*.

Les difficultés de la *Junta Militar* avant et après les élections

Mais il faut discuter de la nature de cette *Junta* et de sa représentativité. On lit souvent que l'«aile militaire» de la Renamo a fait défection. *Une partie de l'aile militaire* a fait défection. Par exemple, je n'ai pas connaissance que les deux grandes bases militaires de Zambézie (dans les districts de Mopeia et de Morrumbala) soient passées du côté des dissidents et les seize bases intégrées au processus officiel de DDR sont légitimistes. Lors de la réunion de la *Junta* élisant Mariano Nhongo comme président, elle ne put réunir plus de quatre-vingt personnes. Sa représentativité est très certainement plus grande car il faut tenir compte des difficultés matérielles de réunion d'un groupe doublement clandestin (face au pouvoir et face à la Renamo officielle), mais il ne s'agit certainement pas plus de peu de centaines d'hommes. La *Junta* déclara qu'elle empêcherait la tenue des élections d'octobre 2019 si le gouvernement ne négociait pas un nouvel accord de DDR avec elle. Cela démontra sa grande faiblesse d'analyse politique: ce n'est pas parce qu'elle était mécontente de la DDR *pour elle* qu'elle obtiendrait un soutien populaire pour l'annulation de la tenue des élections! Les gens

³⁴ La cohérence de cette démarche venait sans doute de la volonté de faire obtenir à ces militaires des promotions rétroactives, alors qu'ils avaient été marginalisés, ou au moins défavorisés, au sein de l'institution depuis 1993. Mais il ne s'agissait donc pas d'une vraie démobilisation.

³⁵ Cet article ne peut aborder la question de la décentralisation. La Renamo voulait pouvoir obtenir les gouvernorats des provinces dans lesquelles elle serait majoritaire (jusqu'alors tous les gouverneurs étaient nommés par le gouvernement). Le gouvernement accepta que le gouverneur soit la tête de liste du parti ayant obtenu la majorité (même relative), mais coiffa l'institution par la création de «secrétaires d'État dans les provinces» qui restaient nommés par le gouvernement. Afonso Dhlakama avait accepté ce monstre bureaucratique.

³⁶ João Machava, de son nom de guerre, s'appelle en réalité Leonardo Alexandre Munguambe, 41 ans. Il était, du vivant de A. Dhlakama, un responsable de la contre-intelligence militaire de la Renamo.

³⁷ La Junte publia le 30 septembre suivant son manifeste, qu'elle envoya au gouvernement, demandant la reprise des négociations de DDR. Le gouvernement n'y répondit jamais (*Junta Militar da Renamo*, 2019b),

voulaient voter, surtout ceux de l'électorat de la Renamo. De toute manière, la *Junta* ne put rien faire concrètement en ce sens. Elle déclara qu'elle reprendrait la guerre – démontrant une fois de plus la nature privée de son raisonnement (on ne reprend pas une guerre dans tout le pays simplement parce que, en tant que groupe, on veut renégocier sa propre démobilisation!). Mais elle ne reprit pas la guerre et, s'il y eut de manière de plus en plus fréquente des incidents (voitures et bus pillés dans le centre du pays, avec parfois des morts), j'ai personnellement des doutes sur les auteurs d'au moins une partie de ces incidents. Du reste Mariano Nhongo les démentit la plupart du temps³⁸, tout en en reconnaissant certaines. Il est possible qu'une partie au moins soit le fait de secteurs mécontents (non payés, etc.) de l'armée et de la police se faisant passer pour l'aile dissidente de la Renamo, ou même des agissements des services secrets du régime³⁹. Il ne semble pas que le gouvernement ait réellement cherché à entrer en contact avec la *Junta* pour la réintégrer au processus de DDR. Très récemment, ce sont diverses ONG qui se sont coalisées pour créer un «groupe de contact» (*Jornal Ponto Certo*, 2020).

On l'a vu, il me semble fort plausible que la majorité des militaires continuaient d'espérer leur inclusion dans le schéma de DDR et avaient donc intérêt à rester fidèles à Ossufo Momade. Des chefs et guérilleros de la *Junta* se rallièrent d'ailleurs peu à peu à la démobilisation⁴⁰. Ce fut d'abord le brigadier João Machava, ex-porte parole de la *Junta* (Club of Mozambique, 2020b). Il avait un groupe de 198 guérilleros dans la base de Ribye à la limite entre les districts de Funhalouro et Mabote, dans l'intérieur de la province d'Inhambane. De cet effectif, lui-même et 170 guérilleros acceptèrent l'inclusion dans le processus de DDR, le restant repassant le rio Save pour rejoindre la *Junta militar*. Le désir d'être inclus dans la démobilisation a sans doute été un élément central, mais aussi la divergence avec la tactique militaire de la *Junta*: Machava semble avoir toujours refusé de mener des attaques contre des cibles civiles sur les routes de la province. Il a été lui-même formellement démobilisé le 4 décembre 2020 à la base de Ribye, dans le district de Mabote (intérieur très aride de la province d'Inhambane), rejoignant la bourgade de Chókwè avec un projet agricole (Xavier, 2021).

Puis un chef d'État-major, Paulo Filipe Nguirande quitta la *Junta* dès novembre 2020 mais ne se rendit officiellement aux autorités que début février 2021, semble-t-il seul (Sebastião, 2021). Enfin et peut-être surtout André Matsangaïssa Júnior déjà cité, auréolé du prestige que lui donne sa qualité de neveu du fondateur de la Renamo, fut reçu par le président Filipe Nyusi le 1er mars 2021 avant de s'adresser à la presse⁴¹. De ces trois ex-rebelles, on ne sait si le fait d'avoir accepté le processus officiel de DDR signifia qu'ils acceptaient de reprendre une activité au sein de la «Renamo officielle».

Même affaiblie, la *Junta* est restée jusqu'à aujourd'hui⁴² un facteur de tension militaire dans le centre du pays (Sofala, Manica et Tete) et garde de toute évidence des sympathisants à la

³⁸ Pour ne prendre qu'un exemple parmi les plus récents, la *Junta* nia être l'autrice des attaques des 17 et 20 septembre 2020 sur la route nationale n°1 entre Nhamatanda et Muxungué (DW, 2020b).

³⁹ Une déclaration du chef de la police avait, au début des incidents, dit que les auteurs n'étaient pas la *Junta*. Le journal en ligne *Carta de Moçambique* rapportait que des voitures civiles, refusant de payer à des postes militaires gouvernementaux sur des routes du centre (notamment sur la route nationale n.º 1 entre Inchope et Muxungué) étaient victimes d'«embuscades» quelques kilomètres plus loin (*Carta de Moçambique*, 2020a). Du temps de la guerre civile, il était fréquent que des actions soient connues comme menées par la «Renamo n.º 2» et tout le monde savait très bien de qui il s'agissait (Cahen, 2020).

⁴⁰ M. Nhongo reconnut ces premières défections en déclaration à un journaliste le 21 juillet 2020, mais ajoutant que les intéressés avaient déjà été expulsés de la *Junta* (document audio auquel j'ai eu accès).

⁴¹ Avant de s'adresser à la presse, il fut reçu par le président de la République, ce qui souligne l'importance de cette acceptation du schéma de DDR par le neveu du fondateur de la Renamo. Mais un doute existe sur ce ralliement au processus de DDR. Lors de la conférence de presse entre le président Nyusi et Matsangaïssa Júnior, le premier félicita ses forces armées de n'avoir pas tué le second. Aurait-il été capturé et confronté au choix de se rallier au processus de DDR ou d'être tué? (Lusa [Agência], 2021).

⁴² Note postérieure à la rédaction de l'article: Mariano Nhongo a finalement été tué, dans des conditions à éclaircir (combat ou empoisonnement), le 11 octobre 2021 dans le district de Cheringoma (province de Sofala). Très affaibli par des défections, la *Junta* n'aurait plus, alors, regroupé qu'une centaine de militaires. On peut douter de ses capacités de survie.

base de la Renamo. La question de savoir si Mariano Nhungo lui-même a ou n'a pas été retiré par la Renamo de la liste des soldats à démobiliser, au titre de l'État-major, n'est pas claire.

La Renamo et son Chef pendant la campagne électorale

Mon observation au plus près de, et dans la Renamo en septembre et octobre 2019 me mène à penser que, malgré les tensions du côté des militaires, la présidence d'Ossufo Momade a été bien acceptée par la majorité des militants (sauf peut-être à Sofala) et par la population. Les gens venaient aux meetings de la Renamo notamment pour découvrir le «nouveau Chef» et l'applaudissaient à tout rompre. Ce dernier a par ailleurs voulu apparaître comme quelqu'un capable d'entendre les dirigeants intermédiaires et de base. Je n'ai pas noté une diminution de la présence aux rassemblements populaires de la Renamo entre 2014 et 2019, ce fut peut-être même l'inverse⁴³.

Mais des nuances étaient observables: si les discours d'Ossufo Momade étaient une copie conforme de ceux d'Afonso Dhlakama lors de la campagne électorale précédente (2014), même dans la technique oratoire et gestuelle, en revanche la présence des dirigeants locaux était bien plus affirmée, notamment les candidats au poste de gouverneur des provinces. Il est vrai que la Renamo comptait fermement obtenir de trois à cinq provinces – celles où elle avait été majoritaire en 2014 –, dans le cadre des accords de décentralisation qui devaient lui permettre d'obtenir des gouvernorats même en cas de défaite nationale.

Il n'empêche qu'apparut clairement qu'Ossufo Momade n'était pas, comme Afonso Dhlakama, le *dono do partido*, mais seulement le *presidente do partido*. L'importance relative du parti relativement à son *líder* a donc augmenté. Mais il n'en est pas encore à se rapprocher sur ce point du Frelimo, qui a déjà eu quatre présidents différents depuis 1975 (et cinq depuis sa fondation). Le Frelimo a, certes, eu des présidents autoritaires mais, aux moments-clés, le parti fut toujours plus important que le président. La Renamo n'en avait eu que deux jusqu'en 2018. Mais j'ai pu observer le besoin qu'O. Momade avait d'écouter les militants et responsables locaux, au moins en cette phase initiale de son pouvoir. Et cette écoute était reconnue par nombre de ces responsables⁴⁴. Le parti a donc tendance à devenir plus important que le président. En revanche, la Renamo n'a nullement rompu avec l'idée que le candidat à la présidentielle (et donc possible président de la République) devait être le président du parti, maintenant ainsi l'idéologie de la fusion au plus haut niveau entre parti et État.

Du reste, il y a aussi continuité: le «rang» donné au Président reste toujours «suprême». Il est appelé «Son Excellence» même par ses collaborateurs proches, un protocole étouffant règle ses gestes, tout comme du temps d'Afonso Dhlakama. La mentalité militariste du parti reste en contradiction flagrante avec sa nature civile et avec sa revendication de la démocratie⁴⁵.

La Renamo en défensive

Même si cet article ne porte pas sur les élections en tant que telles, il me faut apporter certains éléments sur la Renamo à ce moment. Elle était convaincue d'obtenir au moins une victoire partielle, c'est-à-dire de gagner les gouvernorats de trois à cinq provinces. Il me semble même que, au cours de la campagne électorale, vu l'ampleur des masses humaines qui accouraient à ses meetings même dans les lieux les plus modestes, Ossufo Momade s'est

⁴³ J'ai observé la Renamo lors des élections de 1994, 2009, 2014 et 2019.

⁴⁴ Nombreux entretiens et discussions avec des responsables de la Renamo en septembre et octobre 2019.

⁴⁵ Cette mentalité militariste n'est pas uniquement un héritage de la période de la guerre civile. Elle se conjugue aussi avec les traditions de pouvoir dans les chefferies traditionnelles: «Chefe é chefe» («le chef est le chef»), dit-on dans le pays.

mis à croire en sa victoire personnelle, au moins dans le cadre d'un second tour. La déroute – selon les résultats officiels: 21,88 % des voix pour lui, seulement 60 députés sur un total de 250, aucune province – a été une humiliation personnelle. Pour l'instant cependant, cela n'a pas vraiment affaibli sa position au sein du parti, faute, il est vrai, de dirigeant alternatif. Le candidat présidentiel du Frelimo, Felipe Nyusi a gagné avec 73,46 % des voix, au lieu des 57 % de 2014. Gagner était une chose, mais c'en était une autre que d'accroître son résultat de 27 pour cent quand, de l'avis de tous, les grands scandales de corruption au sommet, la richesse insolente de l'élite, les expulsions de paysans pour les grands projets, la croissance des attentes d'amélioration sociale, l'incapacité à vaincre la rébellion djihadiste dans le nord, avaient profondément décrédibilisé le Frelimo, dont le président était contesté en interne par l'ancienne garde guebuziste et par la jeune garde autour de Samora Machel Jr⁴⁶. Le score de 73 % n'était très certainement pas celui souhaité par la direction centrale du Frelimo, parce que non crédible. Le fait que la Renamo puisse gagner quelques provinces était également accepté comme facteur de stabilité dans le pays – un *sustainable elite bargain* comme le dit Alex Vines (2019a).

Mais il fallait au moins gagner les élections au niveau national et il semble bien que le Frelimo, un moment, ait eu peur. Il mit donc en place une fraude diversifiée, décentralisée, généralisée et élaborée, souvent techniquement différente de celle opérée lors des élections antérieures. Le signal en avait été les élections municipales d'octobre 2018 au cours desquelles des fraudes ouvertes, presque caricaturales, avaient été observées mais n'avaient pas été condamnées par les plus hautes instances judiciaires du pays: cela était le signal du sommet à sa base que, pour les élections générales de l'année suivante, on «pourrait y aller». La fraude a commencé avec le recensement électoral (sous-estimation et recensement tardif et sélectif dans les provinces hostiles, surestimation de la fidèle province de Gaza). Elle s'est poursuivie par l'intimidation avant les élections (y compris violences et meurtres), par le recueil de cartes électorales; ou, bien plus encore, par le simple recueil des n.º de ces mêmes cartes qui permirent dès avant les élections de savoir qui était sympathisant ou non (par l'accord facile ou réticent, voire le refus, à donner le numéro aux agents du Frelimo): cela permit, le jour des élections, de savoir exactement qui avait déjà voté et qui ne l'avait pas encore fait et, par le contact avec ces personnes («Nous savons que vous n'avez pas encore voté», etc.), de donner aux gens l'impression que le Frelimo «savait tout» et saurait donc pour qui ils allaient voter. Il y eut encore le refus d'accréditation de milliers d'observateurs mozambicains indépendants (environ la moitié) et l'accréditation de milliers d'«observateurs» membres du Frelimo. Le jour du scrutin, de nombreux votes doubles ou multiples ont été notés, avec des actes de violences (police et même armée) quand un délégué de l'opposition protestait («faisant désordre» et étant donc arrêté), l'intervention de la police pour disperser les électeurs restés à la limite légale des 300 mètres du bureau de vote pour au moins éviter que les urnes ne soient emportées et «modifiées», et finalement le refus de tous les recours de l'opposition. Le maire de Quelimane (Renamo) a qualifié ce scrutin d'«authentique coup d'État militaire»⁴⁷.

⁴⁶ Samora Machel Junior est l'un des fils de Samora Machel, président de la République de 1975 à 1986. Dès l'approche de son premier mandat (pour les élections de 2014), le choix de F. Nyusi comme candidat avait été le fruit d'une âpre bataille interne au parti dominant. Il fut imposé à Armando Guebuza (président sortant) par Joaquim Chipande, un général et homme d'affaires maconde, sous l'argument que tous les présidents avaient jusque-là été du Sud et qu'il était temps qu'un président soit du Nord. Lui-même ne voulant pas être candidat (sans doute pour une question d'âge), Nyusi fut le premier candidat à ne pas être issu de la guérilla anti-portugaise, mais il était maconde, de la même ethnie que J. Chipande. Cependant, il apparut longtemps comme un «candidat faible», et accepté par les barons du parti justement pour cette raison. Bien des exemples montrent cependant qu'un dirigeant «faible» peut devenir tout puissant par la suite (ainsi José Eduardo dos Santos en Angola, nommé en 1979 et qui resta au pouvoir jusqu'en 2017, soit 38 années). Cependant, le premier mandat de F. Nyusi avait surtout été un mandat pour essayer de gouverner au milieu des factions internes au parti, et de ne pas être impliqué dans le scandale des emprunts illégaux. Les critiques et les plaisanteries étaient innombrables à son sujet. Rarement un Président mozambicain a attiré aussi peu de respect, y compris dans son propre camp.

⁴⁷ Manuel de Araújo, correspondance particulière, 31 novembre 2019.

Il faut noter que le résultat officiel pour la participation est de 51,84 % des inscrits pour les présidentielles et légèrement moins pour les législatives (51,41 %) et les provinciales (51,29 %). Ces nombres officiels tiennent évidemment compte des gens qui ont voté sans le savoir, en raison des votes multiples et du sur-recensement dans la province de Gaza⁴⁸ (des observateurs indépendants mozambicains ou internationaux y ont noté des bureaux de vote à l'affluence infime, mais leurs procès-verbaux donnaient une très forte participation et une très forte majorité au Frelimo...). La participation réelle a donc très certainement été inférieure à la moitié des inscrits. Il faut noter cependant que, quels que soient les taux de participation, du moment que le Frelimo avait la majorité, la manipulation du recensement (sous-recueil dans les provinces ou localités proches de l'opposition et sur-recueil dans celles favorables au pouvoir) augmentait automatiquement le nombre de députés du parti dominant puisque le nombre de sièges par province était fondé sur le nombre des personnes recensées et non sur le nombre des votants.

Cette fraude diversifiée a *trop bien* marché: même les provinces qui ont toujours voté largement pour l'opposition, se retrouvèrent avec des scores écrasants en faveur du Frelimo (comme en Zambézia où le Frelimo obtint plus de 65 % des voix). La gêne de F. Nyusi fut perceptible les premiers jours après le scrutin et pendant quelques jours il laissa même déférer devant les tribunaux quelques fraudeurs de son parti qui l'avaient pourtant fait sur incitation... La plupart du temps, les sections locales du Frelimo ne furent pas autorisées à organiser des fêtes de la victoire. Si, par fraude, le Frelimo avait gagné avec 55 %, personne n'y aurait prêté attention malgré les protestations de l'opposition. Avec 73 %, c'était autre chose... et le *bargain* avec la Renamo était repoussé aux calendres grecques puisqu'il n'y avait plus rien à partager. Néanmoins les institutions de la communauté internationale ont toutes accepté le résultat des élections. L'Union Européenne est sans doute celle qui a publié le rapport le plus critique (União Europeia, 2021: 34).

Une contradiction structurelle dans la Renamo

Mais la question est ici la suivante: pourquoi la Renamo a-t-elle été si peu capable de prévoir et d'empêcher ces fraudes, au moins en partie?

Tout d'abord, il faut remarquer une fois de plus que la Renamo est incapable d'organiser des mobilisations qui ne soient pas strictement électorales. Lors des fraudes évidentes aux élections municipales de l'année antérieure, sa réaction avait été plus que timorée. Par exemple, elle se laissa confisquer Matola – la troisième ville du pays – sans aucune mobilisation de masse (à l'inverse de Quelimane, pour des raisons locales⁴⁹). Quand commencèrent à se préciser les estimations et que la victoire écrasante du Frelimo ne fit plus doute, *la Renamo ne fit rien du tout*, attendant la confirmation, restant en état de sidération. Pourtant, un nombre considérable de jeunes étaient prêts à manifester, comme certains l'avaient fait de manière spontanée lors de la fraude municipale⁵⁰. Ce n'est que bien plus tard, après la publication officielle des résultats par le Conseil constitutionnel le 23 décembre 2019, qu'elle annonça qu'elle organiserait partout des manifestations, dont aucune n'a eu lieu à ce jour.

⁴⁸ Selon le rapport final d'observation électorale de l'Union européenne, le nombre d'électeurs recensés dans la province de Gaza a pratiquement doublé (+97,2 %) entre 2014 et 2019 (União Europeia, 2020: 34).

⁴⁹ La très forte implantation locale de Manuel de Araújo (maire) et sa trajectoire différente de la «tradition Renamo» avaient permis une authentique mobilisation urbaine inviabilisant la fraude en cours. Elle aurait provoqué de fortes émeutes si le pouvoir n'avait reculé à temps. Membre du *Movimento Democrático de Moçambique*, il avait rejoint la Renamo avec une bonne partie de ses partisans à la veille des élections municipales de 2018. Or le MDM avait une bonne organisation dans la ville.

⁵⁰ Au lendemain du 15 octobre 2018, il y avait eu dans certaines municipalités des manifestations, en particulier de jeunes, contre la fraude et en faveur de la Renamo, mais spontanées et sans aucune initiative de celle-ci.

Puis, elle annonça que son Conseil national allait débattre du futur de ses 60 députés élus: il y avait théoriquement trois possibilités. Premièrement, le refus d'accepter l'investiture afin de laisser un parlement à 100 % Frelimo (si le MDM en décidait de même). C'est ce qu'avait essayé Dhlakama en 2010, pour protester contre les résultats de 2009, mais on a vu qu'il n'avait pu imposer sa décision. Deuxièmement, accepter l'investiture mais décider d'une grève permanente de la parole pendant les cinq ans, laissant le Frelimo se parler à lui-même. Et troisièmement, l'acceptation simple de siéger, tout en protestant pour la forme. Si des avis dissidents avaient été émis, cela aurait fuité dans la presse et c'est la troisième solution qui, sans surprise, a été décidée. Ossufo Momade, qui, député, avait refusé l'ordre de Dhlakama en 2010, n'avait pas l'autorité d'imposer le refus d'investiture, à supposer qu'il y fût favorable. Et le chef du groupe parlementaire nommé fut Viana Magalhães, vieux notable zambézien qui n'avait pas non plus accepté l'ordre de Dhlakama en 2010. Des manifestations organisées en 2020 ou plus encore en 2021, de nombreux mois après le scrutin et alors que, en pratique, la Renamo avait accepté les résultats, n'auraient probablement pas été massives, mais sans doute très réprimées (il y avait eu plus de cent morts lors des manifestations de 2000 protestant contre le résultat de 1999). Le fait est que le projet a été abandonné, sans que cela fût annoncé officiellement.

Je crois que le problème principal de la Renamo est sa contradiction interne: elle est un parti civil, mais son fonctionnement est celui d'une armée. Comme je l'ai dit, personne ne prend d'initiative (sauf situations locales bien spécifiques comme à Quelimane), tout, le monde attend les ordres. Ainsi, entre deux élections, la Renamo ne se construit pas, comme parti civil, en défendant quotidiennement les gens contre l'arbitraire du Frelimo local, elle ne renforce pas ses équipes locales, elle laisse en pratique le parti-État rétablir le pouvoir absolu que le moment électoral ébranle un peu tous les cinq ans. Certes, les ordres reçus étaient de préparer des équipes de scrutateurs, de les former, etc. Mais peu de jours avant le scrutin, la Renamo était très souvent encore en train de *commencer* de telles sessions de formation⁵¹. Il est vrai que cela est une tâche difficile pour un parti qui, civilement issu des strates les plus pauvres de la population, a peu de cadres. Elle a quand même réussi à mobiliser 31 260 délégués de listes (39 892 pour le Frelimo et 22 256 pour le MDM), mais cela ne signifie pas qu'ils étaient bien formés et préparés à répondre à une forte situation d'intimidation. Je crois que l'inexistence de la Renamo *hors période électorale*, au niveau local, est un élément majeur de la faiblesse de ce parti *lors des périodes électorales*: le parti n'a pas une vie vraiment permanente à la base, sauf, partiellement, là où il a des élus municipaux⁵². En fait, bientôt trente ans après la fin de la guerre civile, la Renamo paye encore son origine comme groupe guerrier et garde ses réflexes de clandestinité.

Il y a aussi évidemment des difficultés politiques extérieures à la Renamo : la population *est habituée* à la fraude massive, *elle a peur*. Dès que la victoire du Frelimo commença à être connue, la plupart du temps la résignation et le désintérêt l'emportèrent très vite, même les conversations entre amis évitèrent le sujet (hors les milieux militants bien sûr). Or on a besoin d'espérer pour protester. Même à Quelimane, ville dont le maire est Renamo et où une vraie mobilisation avait permis de sauver la victoire aux municipales de 2018, un «silence total» régnait le lendemain des élections (Jentzsch, 2020; *Txopela*, 2019). Mais si la Renamo

⁵¹ Observation personnelle en Zambézie, pourtant bastion de la Renamo.

⁵² Le militantisme local de la Renamo en brousse et parfois aussi en ville repose sur une poignée de responsables et surtout sur les *Delegados* (du reste parfois victimes d'assassinats ciblés). Mais ce militantisme se fait très principalement au moment des campagnes électorales. Aucune autre campagne n'est menée. La Renamo a une existence encore largement clandestine en brousse, mais elle y a une forte base sociale, presque une dissidence civile permanente qui ne cherche pas à apparaître ouvertement pour ne pas s'attirer la discrimination ou même la répression de l'administration locale. L'autre parti d'opposition, le MDM, a toujours tenté une tactique inverse (notamment grâce à ses conseillers municipaux reconnus pour leur compétence) mais ne mène pas non plus de campagnes politiques hors période électorale. Sur le contraste entre les deux partis d'opposition dans leurs militantismes locaux, voir Maria de Lurdes Manguelze (2018).

avait annoncé, *avant le scrutin*, des manifestations massives en cas de fraude au lendemain du scrutin, il eût pu en aller autrement.

Par ailleurs, si l'«urbanisation» de la direction de la Renamo a contextuellement été une faiblesse, surtout dans la question militaire interne, elle fait d'Ossufo Momade un dirigeant «quasi-civil» qui le met plus en adéquation avec la réalité de la Renamo d'aujourd'hui. Quant à l'urbanisation générale de la Renamo, elle est, potentiellement un atout dont je discute en fin d'article.

6 août 2020, une démobilisation non résolue

Même si, depuis juin 2020, le processus de DDR a commencé à avancer, on peut dire que, pour le premier anniversaire des accords de «Paix définitive» du 6 août 2019, la question était loin d'être réglée (Thomashausen, 2020a).

Le processus commença par hiberner complètement pendant neuf mois – et était donc au point mort pendant les élections générales puis lorsqu'arriva l'épidémie du COVID-19⁵³. Il ne commença à reprendre, avec le désarmement de 38 militaires et la désactivation d'une des seize bases⁵⁴, que le 4 juin 2020. Le processus s'est accéléré ensuite et, à la mi-juillet environ 350 guérilleros avaient été démobilisés⁵⁵, dont un petit nombre de guérilleros de la *Junta Militar* revenus au bercail. La Renamo d'une certaine manière n'avait guère intérêt à forcer le mouvement car le maintien d'une force militaire est l'un de ses principaux arguments face au pouvoir, d'autant que l'activité des escadrons de la mort ressurgit périodiquement (Mwenda, 2020). Mais par ailleurs, elle ne pouvait pas aller trop lentement, prenant le risque de perdre le soutien des militaires légitimistes qui attendaient leur DDR. Enfin, la perte de moyens financiers entraînés par la baisse du nombre des députés et du score officiellement obtenu aux élections du 15 octobre 2019 rendrait très difficile la poursuite du soutien matériel direct de la Renamo à ses guérilleros en attente⁵⁶. Elle avait donc intérêt à régler ce problème.

De son côté le gouvernement du Frelimo, qui s'attendait à quelques centaines d'hommes «résiduels» (selon la formule officielle), ne voulait certainement pas payer (malgré le soutien financier de l'Union Européenne) pour les plus de cinq mille soldats finalement déclarés et pouvait espérer que la lenteur du processus favoriserait les divisions au sein de la Renamo. Mais le pourrissement de la situation au Cabo Delgado avec l'extension de l'insurrection djihadiste, le poussait à régler ce qui pouvait l'être. Malgré divers changements et imprécisions, il semble que, pour les simples soldats, les dédommagements matériels reçus soient inférieurs à ce qui pouvait être espérés (quatre versements de 250 US\$ durant la première année, attribution d'un hectare de terrain⁵⁷, sans que soit précisé l'attribution d'un DUAT en bonne et due forme⁵⁸ au lieu de la pension de retraite espérée, par exemple⁵⁹). Là est peut-être le point d'accord entre Frelimo et Renamo: une démobilisation «bon marché».

⁵³ O. Momade s'est encore réuni avec le Président F. Nyusi, en pleine pandémie de Covid-19 pour parler de la DDR (Club of Mozambique, 2020a). La réunion fut cordiale mais dès le lendemain O. Momade accusa le président de réactiver les escadrons de la mort.

⁵⁴ Il s'agit d'une base dans le poste administratif de Savane, district de Dondo, dans la province de Sofala.

⁵⁵ Divers articles sur la reprise du processus de DDR: *Magazine Independente* (2020); Novel (2020); Fredson (2020).

⁵⁶ Les partis politiques reçoivent une subvention d'État proportionnelle au nombre de députés élus. Jusqu'en 2019, on l'a vu (voir note 15).

⁵⁷ Lors des toutes premières démobilisations, l'attribution d'un hectare de terrain n'avait pas été citée; avait été mentionnée l'attribution de quelques matériaux de construction pour leurs futures maisons et diverses aides en nature.

⁵⁸ Constitutionnellement, la terre est propriété de l'État au Mozambique. On peut en obtenir l'usufruit grâce à la délivrance d'un *Diploma de Usufruto e Aproveitamento da Terra* (DUAT, Certificat d'usufruit et mise à profit de la terre). La délivrance discriminatoire des DUAT a toujours été un élément central dans le néopatrimonialisme du pouvoir.

⁵⁹ Cette question est très importante compte tenu de la moyenne et de la médiane d'âge des démobilisés: comment recommencer une vie productive complètement nouvelle à plus de cinquante ans? La question d'une intégration des anciens combattants de la Renamo au système des pensions resterait dépendante d'un apport de 200 millions de dollars au fonds de pensions, actuellement nullement confirmé – c'est bien plus que ce qu'a promis l'Union européenne. Ni le gouvernement,

Pourtant l'Union européenne a rendu disponibles 60 millions d'euros – avec une telle somme, placée ne serait-ce qu'à 3 %, on aurait obtenu en moyenne une somme annuelle modeste, mais pérenne de 345 euros par ancien combattant (European Union, 2019); et d'autres apports auraient permis le processus de DDR lui-même. Que sont devenus ces 60 millions⁶⁰? Quoi qu'il en soit, à la fin juillet 2020, soit 45 jours après la réactivation du processus, 150 combattants de plus avaient été démobilisés (soit au total un peu moins de dix pour cent) et deux bases désactivées⁶¹. On annonçait mille démobilisés pour la mi-septembre. Si et seulement si ce rythme se maintient, il faudra 470 jours (à partir du début juin 2020, menant à la mi-septembre 2021) alors que la nouvelle date officielle pour l'achèvement de la DDR est au 30 juin 2021. Mais que deviendront les anciens combattants à la fin des quatre versements? Par ailleurs les conditions de leur octroi sont très humiliantes pour les anciens guérilleros qu'ils sont: comme s'il s'agissait d'un contrôle judiciaire, le démobilisé doit se présenter au poste de police de la localité choisie pour recevoir son versement. Pourquoi ne pas avoir permis aux anciens soldats, socialisés *depuis des décades* dans la Renamo, de rester dans les bases où ils vivent avec femmes et enfants, pour en faire officiellement des villages – avec attribution élargie de DUAT? La vision défendue par les officiels (et semble-t-il acceptée par la Renamo même si celle-ci continue à réclamer des pensions pérennes) vise sans doute plus à disperser – et ainsi à faire disparaître – ces quelques milliers d'hommes qu'à les réintégrer paisiblement – et à moindres frais – là où, de fait, ils vivaient en bonne intelligence avec la population environnante⁶². Par ailleurs, divers témoignages indiquent que les démobilisés vivent dans la peur⁶³ au milieu de mille rumeurs, dorment en brousse, étant harassés par des groupes locaux liés au Frelimo. Le représentant des Nations Unies a reconnu que certains avaient été assassinés (*MediaFax*, 2020c). L'histoire semble se répéter. On peut aussi craindre que certains guérilleros optent de manière opportuniste pour la démobilisation, tout en retournant en brousse si cela se passe mal lors de leur réintégration⁶⁴.

Quo Vadis, Mozambique?

Le Frelimo, archi-vainqueur et reconnu par la communauté internationale malgré quelques toussotements, va-t-il pouvoir et vouloir être magnanime politiquement et financièrement grâce à l'arrivée – même retardée par le djihadisme – des royalties du gaz? Cette victoire pourra-t-elle fournir paradoxalement une bouffée d'oxygène pour l'opposition et en particulier la Renamo? C'est infiniment peu probable. Certes, le discours du président réélu Felipe Nyusi lors de l'ouverture de la nouvelle législature (13 janvier 2020) s'est voulu conciliant, unificateur, appelant ses troupes parlementaires à «convaincre» plus qu'à «imposer». Comment croire que le Président qui a laissé faire les fraudes ouvertes, caricaturales, lors des municipales d'octobre 2018, dont l'administration et en particulier le service de sécurité (SISE) a méthodiquement organisé la fraude «multisectorielle», dont la police a assassiné

ni le représentant du Secrétaire général des Nations Unies, Mirko Manzoni, n'ont donné des précisions sur le sujet (André Thomashausen, correspondance personnelle, 7 septembre 2020).

⁶⁰ Voir les questions posées directement par André Thomashausen à Mirko Manzoni, ambassadeur suisse au Mozambique et coordinateur du processus de DDR pour la communauté internationale, et les réponses embarrassées de ce dernier lors du séminaire électronique de Chatham House le 6 août 2020. Si l'on comprend «entre les mots», cette subvention servira en (large) partie à payer des experts qui vont produire des projets de développement pour les anciens combattants et des voyages et perdiems pour les dirigeants... Une fois de plus, le cri de Joe Hanlon (excellent spécialiste des coopérations étrangères au Mozambique) n'aura pas été entendu: «*Just Give Money to the Poor*» (Hanlon, 2010).

⁶¹ Nhampossa (2020). La seconde base est située à Mangomonhe, dans le poste de Muxungu, district de Chibabava, comme la première dans la province de Sofala.

⁶² Une émission d'une télévision privée mozambicaine, la STV, le lendemain du premier anniversaire de l'Accord de paix du 6 août 2019, a clairement évoqué ces problèmes en donnant notamment la parole à André Thomashausen (2020a).

⁶³ Voir par exemple l'entrevue (vidéo) réalisée par la Deutsche Welle à Nhamatanda (DW, 2020a).

⁶⁴ Le président Nyusi a reconnu le 21 octobre 2020 que 25 % des guérilleros de la Renamo avait, à cette date, été démobilisés, et que les bases d'Inhaminga, Cheringoma, Chemba et Maringué seraient rapidement fermées. *Carta de Moçambique* (2020b).

des militants et observateurs, qui a limogé le directeur de l'Institut national de la statistique qui contestait le recensement électoral dans la province de Gaza, etc., comment croire que ce Président ne va pas tout faire pour garder la totalité du pouvoir au Frelimo?

Ce pronostic est renforcé par deux éléments. Le premier, paradoxalement, est que Nyusi ne contrôle pas totalement le parti, le gouvernement et le parlement. Ceux-ci sont la photographie de l'importance respectives des factions politico-affairistes au sein du Frelimo (guebuzistes, chissanistes, nyusistes notamment). Pour pouvoir satisfaire tout le monde (au sein du parti), il faut que le Frelimo ait la totalité du gâteau, d'autant plus si celui-ci se réduit suite à la pandémie du Covid-19 et au ralentissement des investissements étrangers gaziers. Cela n'empêche pas des concessions mineures comme le «Statut spécial du candidat placé en seconde position pour la charge de Président de la République». Dhlakama avait toujours refusé de bénéficier de ce statut accordant un salaire important, des locaux, un secrétariat, une voiture, etc. au *líder* de l'opposition. Il est vrai que c'était en 2014, alors que la tension militaire était vive. Ossufo Momade, lui, l'a accepté sous l'argument que cet argent bénéficierait à la Renamo tout entière et que son parti n'allait jamais refuser de l'argent qui lui était légalement dû. Mais ce fut donc en contradiction avec son refus officiel de reconnaître le résultat des élections (CanalMoz, 2020).

Mais le second élément est relatif à la nature même du Frelimo. Celui-ci ne saurait être réduit à sa direction: il s'agit d'un véritable *corps social* de dizaines de milliers de personnes qui vivent mieux grâce à leur «carte rouge» que s'ils ne l'avaient pas. Tous ces gens-là, notamment à la base, veulent «manger». Perdre ne serait-ce que trois provinces aurait été une catastrophe pour eux, même si le sommet du parti y était prêt au nom d'un marchandage préservant l'essentiel: *ils veulent la totalité* et cela correspond bien, par ailleurs, à leur idéologie du parti-nation. Le Frelimo n'est pas *dans* la nation, il *est* la nation. Cela s'accompagne d'une tradition de totale impunité. Un exemple caricatural est cette membre du comité central du Frelimo, prise en flagrant délit de bourrage d'urnes pendant les municipales et qui est tranquillement restée membre de cette instance, sans même une mesure disciplinaire interne à son parti, sans parler des tribunaux. Si, huit jours avant le scrutin, des membres du Groupe des Opérations Spéciales de la Police d'intervention rapide dans la province de Gaza – où le Frelimo ne craignait rien –, ont, le 7 octobre, assassiné Anastácio Matavel, directeur provincial de l'ONG Sala da Paz qui coordonnait l'observation électorale, c'est bien que, agissant ou non sur ordre, ils étaient persuadés qu'il ne se passerait rien pour eux. Le sort leur a été hostile, car, repartis à grande vitesse, ils ont eu un accident de la route peu de temps après leur forfait et leur voiture a été entourée par des citoyens qui les ont reconnus. Il est utile ici de rappeler que, depuis l'assassinat du journaliste Carlos Cardoso le 22 novembre 2000, qui enquêtait sur une faillite bancaire frauduleuse, aucune enquête sur les dizaines d'autres meurtres (y compris de dirigeants nationaux de la Renamo) n'a abouti – au mieux des exécutants, mais jamais les commanditaires, étant condamnés.

Cette tradition d'impunité est profondément ancrée et donne aux membres du Frelimo la conscience de leur pouvoir total, y compris à la base. La conscience qu'ils sont eux-mêmes la nation est une conscience aiguë de catégorie, presque de race: *o governo é filho do partido* (le gouvernement est l'enfant du parti), seuls eux-mêmes sont éternellement capables de gérer ce pays qu'ils ont fondé. Ils n'ont de compte à rendre à personne, si ce n'est au parti lui-même (Mangueleze, 2018).

L'arrivée de l'argent du gaz, probablement autour de 2026-2030, va aggraver cette situation. Le Frelimo aura davantage de moyens pour «acheter»/intégrer plus de gens, comme le fit le MPLA angolais entre 2002 et 2013 (période des hauts cours du pétrole). Il ne s'agira pas d'une ouverture, au mieux d'une plus grande capacité d'intégration qui provoquera de nouvelles

inégalités. De ce point de vue, la comparaison n'est pas absurde, loin de là, entre le Frelimo mozambicain et le PRI mexicain resté au pouvoir des décennies (1929-1994) (Reis, 2016). Quel avenir pour la Renamo et le reste de l'opposition? Tout d'abord, il est extrêmement peu probable que la Renamo «officielle» (pour ne pas parler du petit groupe dissident) reprenne la guerre. Ossufo Momade est certes un ancien militaire, mais «urbanisé» depuis plus de vingt-cinq ans et qui, suite à son refus de reconnaître le résultat des élections du 15 octobre 2019, n'est pas reparti en brousse, comme l'aurait sans doute fait Afonso Dhlakama. L'accord pour que les députés acceptent leur investiture et l'acceptation par Ossufo Momade du statut de «Principal dirigeant de l'Opposition», vont dans le même sens. Les manifestations, jamais organisées, contre la fraude, montrent simplement que, face à sa base, le président de la Renamo devait annoncer qu'il allait faire quelque chose – mais avec le temps, il a pu ne pas le faire. Il dénonce le retour des escadrons de la mort au Cabo Delgado et dans le centre du pays autour de Gorongosa (*Mediafax*, 2020a; *Canal de Moçambique*, 2020). Face à une posture globale d'immobilité de la Renamo officielle, la *Junta* aurait pu se développer un peu, se considérant elle-même et se présentant comme la «Renamo pure» face à la «trahison» de la Renamo officielle. Elle réclama un congrès extraordinaire, que refusa Ossufo Momade⁶⁵. Mais son insigne faiblesse politique due à sa nature purement militaire a maintenu son isolement et renforcé ses divisions internes et les défections. La majorité des militaires semblent être restés loyalistes envers O. Momade, dans l'espoir d'être intégrés par le schéma de DDR, malgré ses faiblesses structurelles.

Un facteur très important pour l'avenir doit être noté: dans un pays où la majorité de la population est née après la fin de la guerre civile (1992), celle-ci n'est plus un facteur politique important (sauf à l'intérieur de la Renamo). Cela explique très probablement ce que l'on a commencé à pouvoir noter dès 2013, à savoir la forte hausse du vote Renamo et MDM dans les villes du Sud (Maputo, Matola). Ainsi, tendanciellement, la vieille double opposition entre Frelimo-parti des villes-parti du Sud et Renamo-parti des campagnes-parti du centre et du nord, qui était de toute manière trop simple (la Renamo avait de bons scores dans certaines villes et aussi dans quelques poches du Sud), va perdre en pertinence. Sans fraude, le Frelimo aurait très probablement perdu la capitale dès les élections municipales de 2013 (au profit du Mouvement démocratique du Mozambique, second parti d'opposition)⁶⁶ et la troisième ville du pays, Matola, en 2018 (au profit de la Renamo). On a là un fait majeur qui, à terme, pourra partiellement bouleverser le paysage politique du pays alors même que le Frelimo fait les plus grands efforts pour apparaître aussi comme un «parti du nord»⁶⁷.

Ce qui ne risque guère de changer, en revanche, est la bipolarisation politique: un moment menacée par l'émergence du MDM (une scission de la Renamo), elle s'est renforcée à nouveau quand la Renamo a cessé de boycotter les élections municipales en 2018, reprenant au MDM une partie des mairies que celui-ci avait gagnées en 2013. Cela a provoqué une hémorragie de militants du MDM vers la Renamo (parfois un retour de militants qui étaient partis au MDM

⁶⁵ De même le Conseil National de la Renamo, qui devait se réunir en janvier 2020, a été d'abord retardé, puis ajourné en fonction de l'épidémie de Covid-19. Alors que des ONG, on l'a vu, demandaient l'ouverture d'un dialogue avec la *Junta*, le 6 août 2020 (date du premier anniversaire des accords de «paix définitive»), les forces gouvernementales ont lancé une offensive contre les rebelles. Les combats ont duré dix heures d'affilée et ont permis à ces derniers de saisir de l'armement auprès des forces gouvernementales sans, semble-t-il, subir de pertes. Même si j'é mets l'hypothèse que la *Junta* n'a pas d'avenir politique à moyen terme, le problème n'était, «techniquement», pas réglé à la date de fin de rédaction de cet article.

⁶⁶ Une panne d'électricité avait opportunément plongé la ville dans le noir au moment du dépouillement.

⁶⁷ L'un-e des deux évaluateurs/rices de la version courte de cet article publié dans *Politique Africaine*, que je remercie, a noté qu'en ce sens la Renamo suivait partiellement la même évolution que l'Unita angolaise, qui s'est donnée lors de son dernier congrès un dirigeant civil et urbain et qui a obtenu la majorité des suffrages à Luanda. Les deux trajectoires (Unita et Renamo) restent historiquement très différentes, mais cette évolution sociologique nouvelle est assez similaire. Il me faudrait donc aujourd'hui nuancer ce que je disais dans la *Revista angolana de sociologia* en 2014 (Cahen, 2014).

en 2008-2009)⁶⁸. Pour des raisons historiques, il n'y a pas d'espace au Mozambique pour plusieurs partis politiques importants, et même le nombre total de partis (une vingtaine) est bien plus faible que dans d'autres pays africains. Le Frelimo a réussi à maintenir son hégémonie sur l'imaginaire national⁶⁹.

Mais à plus court terme, si, lors des prochaines élections générales (2024), l'opposition se présente dans la même conformité que depuis 2009 (avec, face au Frelimo, la Renamo, le MDM et quelques groupuscules), la défaite est quasiment assurée (sauf en cas de scission interne du Frelimo autour d'enjeux économiques). En fait, même s'il est difficile de l'affirmer dès aujourd'hui avec certitude, on peut avancer que *les élections de 2019 auront été la fin d'une période politique*: la génération qui a fondé la Renamo et le MDM a échoué à ébranler le pouvoir d'État du Frelimo, même si elle garde la main sur les appareils de ses propres partis. Le grand espoir provoqué par la forte montée de la Renamo en 2014 (par rapport à 2009 – son pire résultat de tous les temps) et qui a irrigué la campagne électorale de 2019, dans l'attente de la poursuite de cette croissance, est totalement retombé. Nombre de personnes vont retourner à leur vie personnelle sans risquer l'affrontement avec le pouvoir confirmé. Certaines iront même au Frelimo, afin de «manger».

Le renouveau de l'opposition passerait d'abord par son unification et son rajeunissement, ce qui signifie que les «présidents» actuels devraient accepter de passer la main. Or c'est peu probable. L'apparition de nouveaux partis peut se produire – cela s'est vu lors de ces élections – mais ils ont du mal à dépasser l'état groupusculaire⁷⁰. Cependant, ces petits partis, souvent riches en cadres de qualité, pourraient faire partie d'une fusion des partis d'opposition élisant une direction unifiée et fortement rajeunie. Mais ce processus de fusion signifierait en même temps une modification de la nature de la Renamo (et sans doute aussi du MDM) sous deux aspects: d'une part, avec un effacement de sa culture militariste, même si elle devait être remplacée par le maintien d'un certain bonapartisme; d'autre part, par le passage de la Renamo que j'ai analysée ailleurs comme une formation plébéienne (Cahen, 2009: 362), en un parti socialement urbain, fût-ce, en l'absence d'industrialisation et de prolétariat consistants, en un parti clairement représentatif de la plèbe *urbaine*. Le Mozambique est moins urbanisé que d'autres pays africains, mais l'évolution va dans ce sens. Cependant l'évolution pourrait se faire, sur le plan politique, éventuellement sans la Renamo si elle restait incapable de se construire hors campagnes électorales et continuait d'accepter sans guère réagir ses défaites. Au jour d'aujourd'hui, tout montre qu'elle n'a pas de stratégie et cherche uniquement les accommodements nécessaires à sa survie.

On a en effet l'impression que le président de la Renamo, Ossufo Momade, a l'intention de (ou ne peut que) développer une ligne modérée, un peu comme celle de son prédécesseur Afonso Dhlakama entre 2001 et 2012 qui faillit lui coûter sa place. Momade a vécu la «période radicale» (2012-2016) depuis la ville où il était député et on ne l'entendit guère à cette époque. Par ailleurs, Dhlakama était le commandant-en-chef depuis 1979, au temps de la guerre civile et fut obéi tant dans ses périodes modérées que radicales. Il est peu probable qu'Ossufo Momade pourra développer aussi longtemps une telle orientation d'accommodement sans être contesté. On l'a vu, le Frelimo aura tout intérêt à maintenir l'application d'une DDR plus pensée comme dispersion-disparition que comme réintégration, pour provoquer un

⁶⁸ Le MDM a de nouveau été affaibli par le décès de son président-fondateur et maire de Beira, Davis Mbepo Simango, victime du Covid, le 22 février 2021. Le MDM a prévu un congrès extraordinaire.

⁶⁹ Je ne peux approfondir ici cette question de la longue durée politique au Mozambique. On peut se reporter à Cahen (1994). Sur la comparaison des programmes politiques des partis actuels, cf. Cahen (2019a).

⁷⁰ Les partis Podemos (partiellement issu d'une petite scission du Frelimo) et Nova Democracia (issu d'une ONG elle-même issue d'une ancienne scission de la Jeunesse de la Renamo) n'ont eu aucun élu, mais ont publié des manifestes de qualité (Cahen, 2019a).

mécontentement interne à la Renamo, en particulier parmi les militaires restés loyalistes et contrôler localement les anciens combattants revenus dans leurs villages d'origine.

Il faut remarquer un point positif dans l'histoire mozambicaine tout de même: à l'exception fort partielle de l'actuelle rébellion djihadiste du Cabo Delgado qui recrute notamment parmi les Muanes⁷¹), il faut noter que toutes les tensions existant dans le pays ne se sont jamais soldées par une flambée de violences inter-ethniques, comme au Kenya récemment par exemple. En cela, le Mozambique reste dans la situation de sa guerre civile (1976-1992) au cours de laquelle l'ethnicité avait certes été un facteur parmi d'autres mais la guerre n'avait jamais été une guerre interethnique.

Mais le mécontentement (urbain et rural) ne sera pas restreint aux franges militantes. Il risque d'être massif dans la société face à un cours gouvernemental qui n'a aucune raison de modifier sa raison d'être: afin de «réussir le processus de production d'une bourgeoisie nationale nécessaire au développement du pays»⁷², accaparer la majeure partie des royalties des nouvelles et gigantesques ressources minérales au profit de l'élite. Or, si le mécontentement ne peut s'exprimer sur le plan électoral en raison de la fraude systémique, et même plus généralement sur le plan politique en raison d'une répression rapide et massive, il devrait s'exprimer, tôt ou tard, d'une autre manière. En l'absence d'un mouvement syndical bien organisé, même seulement urbain, et dans la mesure où les principales ONG (souvent vraiment indépendantes du pouvoir) n'ont jamais réussi à devenir de vrais mouvements sociaux, il est difficile de préciser l'hypothèse.

Il n'y a plus eu d'émeutes de la faim comme en 2008 et 2010 (Brito, 2017) car premièrement les gens ont peur et deuxièmement le pouvoir sait maintenant bloquer très rapidement les réseaux sociaux et les diverses messageries électroniques qui avaient été fondamentales dans la mobilisation populaire. La Renamo est également peu active dans ces nouveaux médias. Néanmoins l'hypothèse d'une révolte urbaine commençant comme émeute de la faim, mais, contrairement à 2008-2010, se politisant vite, au sein de ce qui fut le cœur de la base sociale du Frelimo – la conurbation Maputo-Matola –, ne me semble pas pouvoir être écartée.

Relativement à la Renamo, la question principale reste de savoir si, dans un contexte de plus en plus urbain, un parti plébéien et militariste peut durablement exprimer des aspirations sociales qui devraient le classer «à gauche» alors que toute sa tradition est «de droite».

Le 10 mars 2021

Références bibliographiques

A Verdade (2016), *Há esquadrões de morte para abater opositores, revela agente da Polícia da República de Moçambique*, 11 mars. [En ligne]. Disponible en: <http://www.verdade.co.mz/tema-de-fundo/35-themadefundo/57164>.

Brito, Luís de (ed.) (2017), *Agora eles têm medo de nós! – Uma colectânea de textos sobre as revoltas populares em Moçambique (2008–2012)*, Maputo: IESE. [En ligne]. Disponible en: <https://www.iese.ac.mz/wp-content/uploads/2018/02/IESE-Food-Riot.pdf>.

⁷¹ Les Muanes (ou Mwanis) sont un groupe ethnique de l'est côtier du Cabo Delgado, musulmans, héritier de certains sultanats de type swahili de la période historique précédente. L'actuelle insurrection djihadiste dans le nord du pays – qui n'a pas du tout été étudiée ici – provient d'un faisceau de facteurs, mais l'un de ceux-ci est la situation sociale catastrophique de la province de Cabo Delgado. Pour une comparaison de la guerre civile de la Renamo et de l'insurrection djihadiste, cf. Forquilha & Pereira (2020).

⁷² Ce genre d'expression fut plus volontiers utilisé par le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPL) angolais lors de sa période de splendeur (2003-2013), mais la justification de vouloir transformer l'élite politique du Frelimo directement en bourgeoisie se retrouve aussi dans le parti mozambicain. Ce n'est cependant pas une bourgeoisie (productive ou marchande) qui apparaît, mais une élite rentière. J'ai analysé cette absence de révolution bourgeoise dans Cahen (2010c) et Cahen (2019d).

- Cahen, Michel (2020), *La Renamo à l'heure de sa sixième défaite aux élections générales (15 octobre 2019)*, *Politique Africaine*, n.º 160, pp. 187-209. [En ligne]. Disponible en: <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2020-4-page-187.htm>.
- (2019a), Programas, sim, mas para fazer o quê? Uma análise dos Manifestos eleitorais dos partidos políticos para as eleições moçambicanas de 15 de Outubro de 2019. In: Salvador Cadete Forquilha, S. C. (ed.), *Desafios para Moçambique 2020*, Maputo: IESE, novembre, pp. 97-120. [En ligne]. Disponible en: <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03099827>.
- (2019b), “*Não somos bandidos*”. *A vida diária de uma guerrilha de direita: a Renamo na época do Acordo de Nkomati (1983-1985)*. Lisbonne: Imprensa de Ciências Sociais.
- (2019c), *Les «Bandits armés» du Mozambique. De la légitimité dans une guérilla de droite, 20 & 21*. *Revue d'histoire*, dossier «Combattants irréguliers» sous la direction de Raphaëlle Branche et Julie Le Gac, vol. I, n.º 1, pp. 128-142.
- (2019d), *O dever de pesquisar na periferia do mundo*. In: Chichava S. (ed.), *Desafios para Moçambique 2019*. Maputo: IESE, 2019, pp. 21-44. [En ligne]. Disponible en: <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02409921>.
- (2016), *Mozambique is suffering a military expression of a political problem*, Johannesburg: Rosa Luxemburg Stiftung, mai, «International Politics», 01/2016. [En ligne]. Disponible en: http://www.rosalux.co.za/wp-content/uploads/2016/05/2016-Mozambique-Military-Expression-Political-Problem-IP-01_2016.pdf.
- (2015a), «*Se nos roubar, vamos queimar!*» *Vers une nouvelle guerre civile au Mozambique?*, blog LAMenParle, 21 janvier. [En ligne]. Disponible en: <http://lamenparle.hypotheses.org/162>.
- (2015b), *Mozambique: une guerre civile si évitable...*, *Le Monde Afrique*, 8 juillet. [En ligne]. Disponible en: https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/07/08/mozambique-une-guerre-civile-si-evitable_4675068_3212.html.
- (2014), “*Quer a Frelimo e o MPLA, quer a Renamo e a Unita, são partidos profundamente diferentes*” – *pesquisando os passos de Christine Messiant*, entrevue par Cláudio Fortuna, *Revista angolana de sociologia*, n.º 12, octobre, pp. 127-153.
- (2011a), *Révolution arabe: en attendant l'Afrique...*, *Le Monde.fr*, 3 mars 2011. [En ligne]. Disponible en: http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/03/03/revolution-arabe-en-attendant-l-afrique_1487477_3232.html.
- (2011b), *The Enemy as Model. Patronage as a Crisis Factor in Constructing Opposition in Mozambique*. Oxford: Oxford-Sciences Po Research Group. [En ligne]. Disponible en: http://www.politics.ox.ac.uk/materials/centres/oxpo/working-papers/wp_10-11/OXPO_10-11f_Cahen.pdf.
- (2010a), *Mozambique: une impossible alternative dans la culture politique?* In: António Romão, A., Ramos Silva, J. & Ennes Ferreira, M. (eds.), *Homenagem ao Professor Adelino Torres*. Lisbonne, Coimbra: Almedina, pp. 601-649.
- (2010b), *Resistência Nacional Moçambicana, de la victoire à la déroute?*, *Politique africaine*, n.º 117, pp. 23-43.
- (2010c), *Il n'y a pas d'État néopatrimonial*. In: Darbon, D. (ed.), *Le comparatisme à la croisée des chemins. Autour de l'œuvre de Jean-François Médard*. Paris: Karthala, 2010, pp. 113-140.
- (2009), *De la guerre civile à la plèbe: la Renamo du Mozambique. Trajectoire singulière ou signal d'évolution continentale*. In: Guillaud, Yann & Létang, Frédéric, *Du social hors la loi. L'anthropologie analytique de Christian Geffray*. Marseille: IRD Éditions, pp. 73-88.
- (2008), *À la recherche de la défaite. Notes sur une certaine historiographie de la «révolution» et de la «contre-révolution», au Mozambique et sans doute ailleurs*. *Politique Africaine*, n.º 112, pp. 161-181.
- (2003), *Os outros. Um historiador em Moçambique, 1994*. Bâle: P. Schlettwein Publishing Foundation [version portugaise du livre précédent].
- (2002), *Les Bandits. Un historien au Mozambique, 1994*. Paris: Centre culturel Calouste Gulbenkian.

- (1997), *Entrons dans la nation. Notes pour une étude du discours politique de la marginalité. Le cas de la Renamo du Mozambique*, *Politique africaine*, n.º 67, pp. 70-88.
- (1994), *Mozambique: histoire géopolitique d'un pays sans nation*, *Lusotopie*, vol. I, n.º 1-2, juin, pp. 213-266. [En ligne]. Disponible en: <https://www.academia.edu/17226366/>.
- Canal de Moçambique (2020), *Assassinatos e agressões em Cabo Delgado. Renamo denuncia atrocidades praticadas pelas Forças de Defesa e Segurança*, n.º 561, 29 avril, p. 16 et p. 20.
- CanalMoz (2020), *Conselho de ministros aprovou regalias para acomodar Ossufo Momade*, n.º 2694, 22 avril, p. 1.
- (2019a), *Ossufo Momade diz que a ausência de boa-fé catlisou a violência*, n.º 2515, 2 août, pp. 1-5.
- (2019b), *Editorial. A paz com, espectáculo*, n.º 2521, 12 août, pp. 1-2.
- Carta de Moçambique (2020a), *Carta ao leitor: uma nova «insurgência» nasce no Centro*, 22 septembre. [En ligne]. Disponible en: www.cartamz.com/index.php/politica/item/6153.
- (2020b), *DDR: Falta desmobilizar e reintegrar 75 % dos guerrilheiros da Renamo*, 23 octobre. [En ligne]. Disponible en: <https://www.cartamz.com/index.php/politica/item/6385>.
- Catueira, André (2019), *Rebelião na Renamo. Ossufo sitiado na Gorongosa, Savana*, n.º 1327, 14 juin, p. 1 et p. 4.
- Club of Mozambique (2020a), *President Nyusi and Ossufo Momade resume political dialogue*, 19 avril. [En ligne]. Disponible en: <https://clubofmozambique.com/news/mozambique-president-nyusi-and-ossufo-momade-resume-political-dialogue-noticias-157989/>.
- (2020b), *Mozambique: Senior figure in Renamo Junta accepts demobilisation*, 7 décembre. [En ligne]. Disponible en: <https://clubofmozambique.com/news/mozambique-senior-figure-in-renamo-junta-accepts-demobilisation-179244/>.
- Dinerman, Alice (2009), *Regarding totalities and escape hatches in Mozambican politics and Mozambican studies*, *Politique Africaine*, n.º 113, pp. 187-210.
- (2006), *Revolution, Counter-Revolution and Revisionism in Postcolonial Africa. The Case of Mozambique, 1975-1994*. New York, Oxon: Routledge.
- DW - Deutsche Welle (2020a), *Moçambique: Desmobilizados da Renamo vivem com medo*, video, 21 septembre 2020. [En ligne]. Disponible en: <https://www.dw.com/pt-002/junta-militar-nega-envolvimento-em-novos-ataques-no-centro-de-moçambique/a-55008273>.
- (2020b), *Junta Militar nega envolvimento em novos ataques no centro de Moçambique*, 21 septembre. [En ligne]. Disponible en: <https://www.dw.com/pt-002/junta-militar-nega-envolvimento-em-novos-ataques-no-centro-de-moçambique/a-55008273>.
- (2018), *Sucessor de Afonso Dhlakama será definido a 15 de janeiro*, 2 décembre. [En ligne]. Disponible en: <https://www.dw.com/pt-002/sucessor-de-afonso-dhlakama-será-definido-a-15-de-janeiro/a-46542618>.
- European Union (2019), *Speech by High Representative/Vice-President Federica Mogherini at the ceremony celebrating the Peace Agreement in Mozambique*, Bruxelles, European Union/External Action, 6 août. [En ligne]. Disponible en: https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage_en/66241/.
- Forquilha, Salvador Cadete & Pereira, João (2020), *Face ao conflito no Norte, o que Moçambique pode aprender da sua própria guerra civil (1976-1992)? Uma análise das dinâmicas da insurgência em Cabo Delgado*, Maputo: IESE, IDEIAS, n.º 130, 4 mai [version anglaise: *Faced with the conflict in the North, what can Mozambique learn from its civil war (1976 - 1992)? An analysis of the dynamics of the insurgency in Cabo Delgado*, Maputo: IESE, IDEIAS n.º 130e, 12 mai. [En ligne]. Disponible en: https://www.iese.ac.mz/wp-content/uploads/2020/05/ideias-130e_SFJP.pdf].
- Geffray, Christian (1990), *La cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*. Paris: Karthala.
- Guilengue, Fredson (2020), *Do DDR aos determinantes imaterias de satisfação de uma combatente, Savana* (Maputo), n.º 1980, 19 juin, p. 20

- Hanlon, Joseph (Ed.) (2019), *Secret peace accord signed yesterday*, *Mozambique News reports & clippings*, n.º 463, 7 août.
- (2010), *Just Give Money to the Poor: The Development Revolution from the Global South*, Boulder (Co), Kumarian Press.
- Honwana, Alcinda (2007), *Child Soldiers in Africa (The Ethnography of Political Violence)*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- (2003), *Espíritos Vivos, Tradições Modernas. Possessão de Espíritos e Reintegração Social Pós-Guerra no Sul de Moçambique*. Lisbonne: Ela por Ela.
- Igreja, Victor & Skaar, Elin (2013), «A Conflict Does Not Rot»: *State and Civil Society Responses to Civil War Offences in Mozambique*, *Nordic Journal of Human Rights*, vol. 31, n.º 22, pp. 149-175.
- Jacobs, Carolien (2020), *Plurality of religion, plurality of justice. Exploring the role of religion in disputing processes in Gorongosa, Central Mozambique*, thèse de doctorat, Wageningen University.
- Jentzsch, Corinna (2020), «A total silence»: *Zambézia after the Mozambican elections 2019*, communication non publiée à la table-ronde de l'IFRI «Le Mozambique en crises», Paris, 23 janvier 2020.
- Jornal Ponto Certo* (2020), *Sociedade Civil defende criação de grupo de contacto para diálogo com Junta Militar*, 10 juillet, p. 6.
- [Junta Militar da Renamo] (2019a), *Execuções sumárias na Renamo? Carta Aberta*, 2 p., 8 juin.
- Junta Militar da Renamo (2019b), *O que é, razões do seu surgimento, objectivos, viões sobre a paz, lições da guerra e negociações de paz*, *Gorongosa*, 30 septembre, 11 p. [En ligne]. Disponible en: https://macua.blogs.com/moambique_para_todos/2020/11/carta-da-junta-militar-da-renamo-de-setembro-de-2019.html.
- Lusa [Agência] (2021), *Terceiro membro influente da dissidência armada da oposição em Moçambique abandona as armas*, 2 mars 2021. [En ligne]. Disponible en: <https://www.rtp.pt/noticias/mundo/n1301103>.
- Magazine Independente* (Maputo) (2020), *Nhongo promete recuperar as armas entregues*, n.º 677, 9 juin.
- Mangueleze, Maria de Lurdes (2018), *À l'ombre du parti-État. Démocratie et responsabilité en contexte de paternalisme autoritaire*, thèse pour le Doctorat en Science politique, Bordeaux, Sciences Po Bordeaux, 8 juin. [En ligne]. Disponible en: <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02154756>.
- MediaFax* (2020a), *Renamo acusa Nyusi de indiferença perante reactivação dos esquadrões de morte*, 28 avril, n.º 7057, p. 4.
- (2020b), *Encerrada primeira base militar da Renamo*, n.º 7090, 15 juin: p. 6.
- (2020c), *Desmobilizados da Renamo: Manzoni confirma assassinatos*, n.º 7161, 24 septembre, p. 4.
- (2019), n.º 6871, *Ossufo Momade e a necessidade de eleições limpas e actuação republicana das FDS*, 2 août, pp. 1-3.
- Morier-Genoud, Éric (2018), *Why Renamo leader's death could have a major impact on Mozambique*, *The Conversation*, 10 mai. [En ligne]. Disponible en: <https://theconversation.com/why-renamo-leaders-death-could-have-a-major-impact-on-mozambique-96284>.
- (2017), *Proto-guerre et négociations. Le Mozambique en crise, 2013-2016*, *Politique africaine*, n.º 145, pp. 153-175.
- Mwenda, Kelly (2020), *Na província de Manica, Renamo denuncia raptos e execuções dos seus membros*, *Zambeze*, n.º 911, 2 juillet, p. 1 et p. 4.
- Nhampossa, Arginaldo (2020), *Análise de 45 dias do DDR: «Balanço positivo revela alinhamento»*, *Savana* (Maputo), n.º 1386, 31 juillet, p. 4.
- Novel, Constantino (2020), *Mais um teatro (?) no desarmamento da Renamo*, *Zambeze*, n.º 28, 11 juin, p. 5.
- Pardoel, Ton (1994), *Socio-Economic Profile of Demobilized Soldiers in Mozambique*. Maputo: UNDP.
- Pearce, Justin (2020), *History, legitimacy, and Renamo's return to arms in central Mozambique*, *Africa*, vol. 90, n.º 4, pp. 774-795. [En ligne]. Disponible en: 10.1017/S0001972020000315.

- Reis, Guilherme Simões (2016), *As três ondas de dois partidos dominantes no México e em Moçambique: a PRLização da Frelimo?*, 10.º Encontro da Associação brasileira de ciências políticas, Belo Horizonte, 30 août-2 septembre 2016. [En ligne]. Disponible en: <https://www.academia.edu/37754670/>.
- Resistência Nacional Moçambicana, *Manifesto e Programa*, 1981, s.l., n.p.
- Savana (2019), *Ossufo Momade eleito presidente. Renamo votou moderação*, n.º 1306, pp. 1-5.
- Sebastião, Arcénio (2021), «Número dois» da Junta Militar da RENAMO abandona Mariano Nhongo, DW, 12 février. [En ligne]. Disponible en: <https://www.dw.com/pt-002/número-dois-da-junta-militar-da-renamo-abandona-mariano-nhongo/a-56553320>.
- Thomashausen, André (2020a), *[Entrevista STV]*, Maputo, 7 août. [En ligne]. Disponible en: <https://www.youtube.com/watch?v=a0Q3LsrDo1c> [1h23mn à partir du début de l'émission].
- (2020b), *Democracia moçambicana antes e depois da morte de Dhlakama*. In: Rosário, Domingos M. de, Egídio Guambe & Ericino de Salema (eds), *Democracia multipartidaria em Moçambique*, [Maputo]: EISA (Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa), 2020, pp. 211-252.
- (2019a), *Acordo de paz em Moçambique ignora reintegração económica e social de desmobilizados*, Lusa/Carta de Moçambique, 13 août.
- (2019b), *A Renamo negociou muito mal. Entrevista*, Canal de Moçambique, n.º 875, 14 août, pp. 1-2 et 4.
- (2019c), *Peace deal ignores economic and social reintegration of demobilised men*, Club of Mozambique, 14 août 2019. [En ligne]. Disponible en: <https://clubofmozambique.com/news/peace-deal-ignores-economic-and-social-reintegration-of-demobilised-men-thomashausen-139291/>.
- (1987), The Mozambique National Resistance. In: C. J. Maritz (ed.), *Weerstandsbewegings in Suider-Afrika*, Potchefstroom, Potchefstroomse Universiteit, pp. 29-65.
- (1983), *The National Resistance of Moçambique*, *Africa Insight*, vol. XIII, n.º 2, pp. 125-129.
- Towo, Serôdio (2020), *Afonso Dhlakama e a fuga heróica*, *Dossiers & Factos*, n.º 386, 19 octobre, p. 5.
- Txopela (2019), *Quelimane. Reina um silêncio total*, Quelimane, 22 octobre. [En ligne]. Disponible en: <https://www.jornaltxopela.com/2019/10/quelimane-reina-um-silencio-total/>.
- União Europeia. Missão de observação eleitoral (2020), *Relatório final. Eleições gerais e das assembleias provinciais, 15 Outubro 2019*. Maputo: República de Moçambique, s. d. [12 février].
- Vines, Alex (2019a), *Prospects for a Sustainable Elite Bargain in Mozambique. Third Time Lucky?*, Londres: Chatham House, août (Research Paper).
- (2019b, version actualisée quelques mois plus tard, en portugais), *As perspectivas de um Acordo sustentável entre as Elites em Moçambique. A terceira é de vez?*, septembre.
- (2018), *Afonso Dhlakama's Death Changes the Calculation for Peace Prospects in Mozambique*, 4 mai. [En ligne]. Disponible en: <https://www.chathamhouse.org/expert/comment/afonso-dhlakama-s-death-changes-calculation-peace-prospects-mozambique>.
- (1991), *Renamo: A Study in Terrorism*. Londres: James Currey, 1991.
- Weimer, Bernhard (2020), *Walking the Talk? A critical perspective on Sustainable Peace and Reconciliation in Mozambique*. Dakar-Fann: Friedrich-Ebert-Stiftung Peace and Security, Competence Centre Sub-Saharan Africa, («FES Peace and Security Series», 38).
- Wenstein, Jeremy M. (2007), *Inside Rebellion: The Politics of Insurgent Violence*. Cambridge: Cambridge University Press, 2007, pp. 114-115.
- Wiegink, Nikkie (2020), *Former Guerrillas in Mozambique*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2020.
- Xavier, Vitorino (2021), *Processo DDR. Ex-porta-voz da Junta militar agradece acolhimento em Chókwè, Domingo* (Maputo), 3 janvier, n.º 2002, p. 7.